

Bordj Bou
Arréridj
Investir
sur les hauts
plateaux p.16

Trèfle
Veut
maîtriser
ses coûts p.24

Edition Algérie

JUILLET 2008

RIA

LA REVUE DE L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

17€ - 1557 DA - www.ria.fr

Boissons

Montée en gamme p.22

Marché p.30

Formulation p.32

Conditionnement p.36

Reportages

- Prima Glaces à Bab Ezzouar p.10
- Bellat à Tesala El Merdja p.21
- Pâturages d'Algérie à Tizi-Ouzou p.22

Technologie

- Films d'emballage p.41
- Panification p.44
- Marquage p.48

Les pays méditerranéens s'enliseront-ils dans leurs problèmes alimentaires au risque de crispations diverses et d'initiatives divergentes, ou chercheront-ils à faire de la Méditerranée un laboratoire de développement durable et responsable? Le CIHEAM, dans son rapport Méditerranée 2008, envisage quatre scénarii pour 2020.

Méditerranée

Le futur alimentaire commence déjà

« **L**a Méditerranée est un précipité chimique absolu entre les effets de la mondialisation, les tensions, les conflits, le tout dans la contradiction beaucoup plus que dans la convergence », déclarait Bertrand Hervieux, secrétaire général du Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) lors

de la sortie du rapport Méditerranée 2008. À l'heure où la question alimentaire se fait préoccupante et déclenche dans certains pays, comme l'Égypte, des manifestations de rue, les pays méditerranéens ne feront pas l'économie d'un bilan objectif de leur situation s'ils veulent envisager des perspectives de développement agricole et agroalimentaire. Si l'urbanisation, ancienne, est

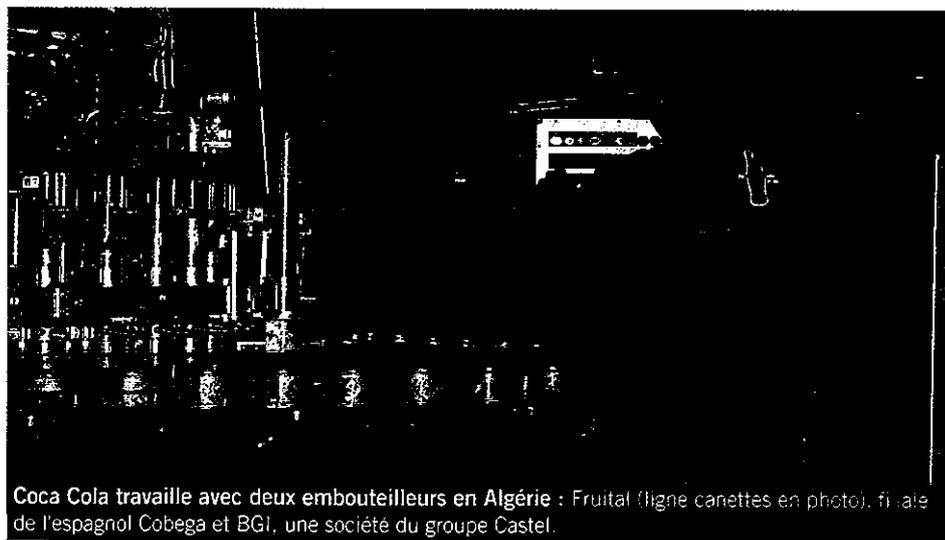
globalement irrépressible dans ces pays, le pourcentage d'actifs agricoles reste élevé. Un tiers de la population du Sud et de l'Est de la Méditerranée est rural. Avec de fortes disparités : la Turquie se caractérise par une population agricole nombreuse et traditionnelle, mais ouverte à la modernité alors qu'en Algérie, la paysannerie n'aurait pas encore « la force sociale » suffisante pour qu'un modèle

de développement s'épanouisse facilement. Le commerce agricole s'avère fragile avec des dépenses en augmentation et une balance extérieure en déficit croissant, que ce soit en produits agricoles ou alimentaires (voir tableau). Le tout dans un contexte d'augmentation des prix alimentaires propice aux tensions sociales. L'Algérie, le Maroc et l'Égypte sont les trois plus gros importateurs de pro-

Attirer les investissements des grandes multinationales

● À la fin des années 1990, près de 670 000 personnes travaillaient dans les IAA au sein des PSEM contre 1,2 million environ dans les pays méditerranéens de l'UE. Regroupées essentiellement en Turquie, en Égypte, au Maroc et en Israël, elles souffrent d'un manque d'organisation et subissent un cadre juridique et commercial contraignant (investissements faibles). Leur modernisation est lente et les handicaps naturels de la région ne les favorisent pas. Certaines IAA s'orientent vers des cultures d'exportation mais les plus grandes firmes destinent surtout leurs produits au marché domestique. Toutefois, on voit apparaître de grands groupes industriels nationaux, tels Poulina en Tunisie, Cévitel en Algérie, Tnuva en Israël et Sabanci Holding en Turquie. Ils sont très actifs dans des activités sortant du domaine agroalimentaire. Au Maroc, les IAA se développent et restent le premier secteur manufacturier du pays. La Turquie peut aujourd'hui s'enorgueillir d'avoir un tissu assez structuré.

● Des progrès ont été enregistrés ces dernières années : 159 filiales agroalimentaires de firmes multinationales étrangères dans les PSEM en 2002, contre 24 en 1988. Il s'agit



Coca Cola travaille avec deux embouteilleurs en Algérie : Fruital (ligne canettes en photo), filiale de l'espagnol Cobega et BGI, une société du groupe Castel.

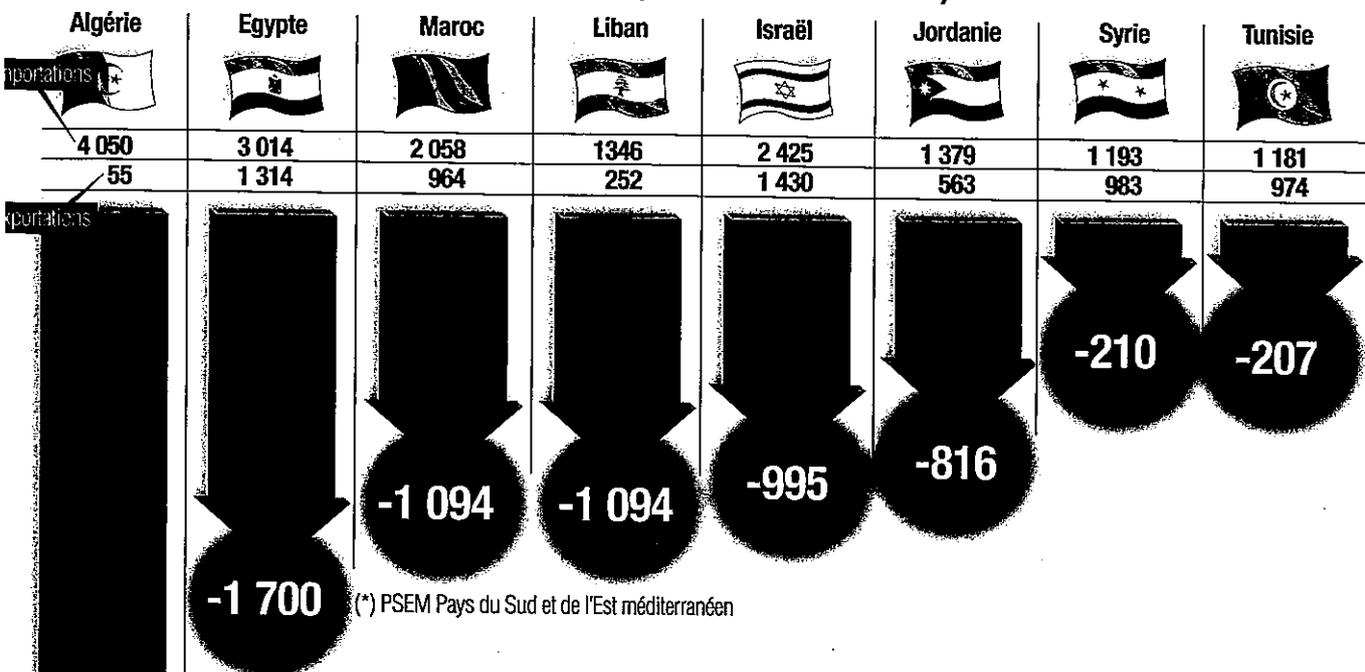
souvent de sociétés américaines, qui souhaitent se positionner en Méditerranée à l'image de Sara Lee Corp, Coca Cola & Co, Procter and Gamble et Pepsico. D'autres groupes, tels que Nestlé (Suisse), Unilever (Pays-Bas) et surtout Danone (France), ont également investi dans les PSEM pour y développer des filiales agroalimentaires. Cependant, entre

1987 et 2006, sur le total des fusions acquisitions réalisées dans le monde par les 100 premières multinationales agroalimentaires, seules 1,1 % concernaient les PSEM (dont 0,6 % pour la Turquie), à comparer avec les 20 % des pays méditerranéens de l'UE.

D'après la banque de données AgroData, gérée à l'IAMM CIHEAM par le professeur Selma Tozanli.

Une balance commerciale agroalimentaire fortement déficitaire

Situation agro-commerciale des PSEM* en 2004 (en millions de dollars US)



duits agricoles au monde ! La Turquie réalise, à elle seule, 50 % des exportations agricoles et alimentaires du Sud et de l'Est méditerranéen. Cette dépendance est particulièrement marquée dans le domaine des céréales, où 70 % des approvisionnements sont extra-méditerranéens, la moitié provenant du Canada, de l'Australie et de l'Argentine... Les pays du Sud et de l'Est méditerranéen captent à eux seuls 12 % des importations mondiales de céréales alors qu'ils ne représentent que 4 % de la population mondiale. Depuis le début des années 60, les importations nettes ont été multipliées par 21 en Algérie, par 20 au Maroc et par 4 en Égypte. Les besoins de l'Algérie ont quintuplé sur la même période, stimulés à la fois par la demande humaine et

les besoins de l'élevage. Et le phénomène n'est pas prêt de s'arrêter. Pendant vingt ans, le discours officiel n'a pas été en faveur des céréales, selon le rapport du CIHEAM. Les cours étaient trop bas pour stimuler la production. Ils sont aujourd'hui au plus haut. Parallèlement à la question céréalière, la gestion des ressources naturelles se révèle un autre facteur limitant. Élévation de la température, plus grande fréquence du processus de désertification et baisse avérée de la biodiversité sont le lot d'une région fragilisée par un problème de disponibilité hydrique et qui a le plus fort

taux de non-accessibilité en eau potable. Côté distribution, les pays qui ont beaucoup mis sur l'importation des céréales ne sont, bien souvent, pas en mesure de fournir aux grandes centrales les sources d'approvisionnement locales. De sorte que l'émergence bien réelle d'une classe moyenne solvable n'a pas entraîné le développement d'un système agricole vertueux. Au contraire, elle s'est traduite par une ouverture encore plus forte aux marchés mondiaux avec une augmentation des dépenses. La paysannerie, de son côté, a été plutôt renvoyée vers

des marchés locaux non solvables. Enfin, pourtant réputée pour son régime alimentaire équilibré, la Méditerranée enregistre des changements d'alimentation qui entraînent des désordres de santé comme le surpoids...

Quatre scénarii pour 2020

Le rapport Mediterra 2008, fruit d'un travail ayant mobilisé des compétences pluridisciplinaires et de nombreux experts méditerranéens a identifié quatre grands scénarii possibles pour l'agriculture en Méditerranée à l'horizon 2020. Le premier, qualifié de tendanciel, prolonge dans le temps les dynamiques actuellement en œuvre. L'environnement se dégrade, les clivages territoriaux se durcissent et la production agricole se fragilise tandis que les modes de consommation se transforment et que la croissance démographique se poursuit. L'heure est alors à la mise en place de corridors de libre-échange entre l'UE et certains PSEM (1), déjà handicapés par des contraintes naturelles exacerbées. Ils voient ▶▶▶

REPÈRES

Mediterra 2008 : cinq priorités d'actions identifiées

- **Produire plus et mieux** tout en ménageant les ressources naturelles, notamment l'eau.
- **Développer la sécurité alimentaire.**
- **Structurer la filière**, de la production à la distribution : que la Méditerranée mange méditerranéen.
- **Élaborer des stratégies de développement** innovantes sur les territoires ruraux.
- **Renforcer et mutualiser** les capacités de recherche et de formation.

Les besoins de l'Algérie ont quintuplé depuis les années 60

►►► marges à l'export se rétrécir compte tenu du développement de la normalisation sanitaire pour échanger. À l'inverse, la libéralisation des échanges profite aux grandes industries alimentaires européennes sur les produits dont les PSEM sont déficitaires. L'agriculture, cloisonnée dans les simples périmètres de l'économie et de l'agronomie, demeure insuffisamment présente dans les enceintes de coopération régionale.

Sécurité alimentaire

Dans le prolongement de ce premier scénario, le second décrit une Méditerranée où les convoitises s'accroissent sur les ressources hydriques et foncières alors que la sécurité alimentaire redevient

stratégique dans un contexte de renchérissement des produits agricoles. Viennent s'ajouter une série de facteurs handicapants comme les inégalités sociales exacerbées, la montée des communautarismes, les mouvements migratoires et un fossé grandissant entre espaces littoraux mondialisés et zones rurales pauvres et enclavées. Et pendant que de grands pôles régionaux s'organisent à travers le globe, l'Europe et la Méditerranée font le choix de s'ignorer.

Troisième scénario identifié par le CIHEAM, celui d'une Méditerranée éclatée mais réactive. Elle se construit au gré des circonstances et selon des logiques politiques fondées sur la primauté de l'intérêt bien compris. À titre



La majorité des espaces cultivés en Algérie est inférieure à 10 hectares selon Omar Bessaoud, et former ses agriculteurs.

INTERVIEW > Omar Bessaoud, enseignant chercheur à l'IAMM (*) Montpellier

« L'Algérie doit jouer la carte des marchés locaux et étrangers »

RIA : Quels sont les atouts et les faiblesses de l'agriculture algérienne?

Omar Bessaoud : L'Algérie dispose d'une importante ressource naturelle de 8,5 M d'hectares, mais les trois quarts se trouvent en zone aride et semi-aride. Les vastes plaines cultivables s'urbanisent et le pays ne dispose plus que d'environ 500 000 hectares. Il doit faire face à de nombreux handicaps : pluviométrie très irrégulière, importantes variations de température et influence saharienne marquée. La situation est aggravée par une augmentation des températures d'environ 1 à 2 °C dans l'Ouest algérien. Et les ressources en eau et en sol sont limitées et localisées

à 80 % dans le nord du pays et quelques tâches d'oasis. La structure des exploitations est peu favorable à la productivité. On compte 1,5 M d'agriculteurs dont 70 % ont moins de 10 hectares et sont rarement organisés en formes collectives. Avant 1987, les terres agricoles appartenaient au système public autogéré dont sont issus nombre des exploitants actuels (ex-employés) qui se sont vus attribuer des terres. La moitié d'entre eux est âgée, faiblement formée, voire analphabète. L'assise paysanne est d'autant plus faible que, pendant trente ans, il n'y a eu que peu, ou pas, d'organisation professionnelle, ni d'aide à l'installation.

RIA : N'y a-t-il pas une évolu-

tion favorable depuis la mise en place du PNDA?

O.B. : Le Plan national de développement agricole (PNDA) a aidé au développement de certaines cultures, comme la pomme de terre, via des encouragements à la production. Mais il n'y a pas eu à proprement parlé de révolution verte. Les problèmes techniques perdurent. Dans le nord du pays, les trois-quarts de la production sont en céréales, avec des rendements de 7 à 8 quintaux pour une production globale moyenne de 20 à 21 M de quintaux. L'Algérie en produisait déjà 18 M au début du siècle. Il est difficile de sélectionner des variétés résistantes et nous avons des problèmes d'irrigation. Celle-ci est plutôt réservée



aux cultures riches, comme les agrumes ou le maraîchage.

RIA : La désalinisation peut-elle pallier les carences en eau?

O.B. : Nous construisons effectivement des unités de désalinisation [NDLR : l'Algérie s'apprête à réaliser deux grandes implantations de dessalement avant 2009. La première, parmi les plus importantes au monde, sera en mesure de fournir 500 000 m³ d'eau potable par jour à toute la région



CLAUDIS THIRIET

ssaoud de l'IAMM de Montpellier. Pour se moderniser, le pays doit augmenter

d'exemple, l'Algérie troquerait son gaz contre du blé ukrainien afin d'assurer ses approvisionnements en biens alimentaires de base tout en fournissant une ressource énergétique à un partenaire extra-méditerranéen.

Si ce scénario laisse augurer des résultats très concrets, il ne dessine aucune intégration en Méditerranée. Au contraire, seuls risquent de compter les espaces utiles mondialisés: centres urbains des villes littorales et sites touristiques.

Entre opportunisme et organisation

Le quatrième scénario, en revanche, est celui d'un avenir en confiance où l'Europe et la Méditerranée font le pari de s'associer pour ne pas s'affaiblir séparément. Il puise dans les sources de mobilisation dont la région recèle, à commencer par son potentiel agroalimentaire et territorial.

La politique agroalimentaire et environnementale euro-méditerranéenne aurait pour mission de répondre aux objectifs majeurs : assurer l'indépendance ainsi que la sécurité alimentaire de la zone, lutter contre les changements climatiques, préserver l'environnement, façonner de nouveaux équilibres socio-économiques entre les territoires ruraux et urbains. Cela participerait au rayonnement de la diète méditerranéenne qui ferait ainsi l'objet d'une réappropriation de la part des consommateurs.

Fort de ce cadre législatif et politique, un milieu économique et organisationnel se conforterait et le partenariat encouragerait les organisations de producteurs à se structurer, les transformateurs à investir et la distribution à s'approvisionner dans les territoires.

ISABEL GUTIERREZ

(1) PSEM pays du sud et de l'est méditerranéen

d'Oran. La seconde installée à Oued Sebt, à 100 km d'Alger, produira environ 100 000 m³ par jour]. Mais cela coûte très cher et ces implantations sont consacrées à la consommation domestique. Il faut savoir que les trois-quarts des ressources en eau sont déjà consacrés à l'agriculture et que nous importons de l'eau potable de Marseille.

RIA : Quelles sont les solutions envisageables ?

O.B. : Pour se moderniser, l'Algérie aurait intérêt à diminuer la pression foncière, à rehausser la taille des exploitations et à former les agriculteurs. Depuis les années 70, le pays tente de se diversifier vers la culture de la pomme de terre, mieux adaptée aux conditions pédoclimatiques. Nous avons multiplié la production par 4 depuis les années 80. Mais elle reste chère, de 50 à 70 dinars le kilo quand le Smic se situe à 12 000 dinars.

RIA : Vers quels types de pro-

ductions l'Algérie peut-elle se diversifier ?

O.B. : Il faudrait d'abord s'attacher à diversifier la ration alimentaire nationale, très basée sur les céréales autour de la consommation de couscous, de pâtes alimentaires ou de pain. Le pays essaie, par exemple, de développer la production laitière, principale source de protéine animale. La production de lait frais ne couvre que 20 % de la demande locale. Le développement de l'élevage avicole industriel est encore limité et cher : 250 dinars le kilo. Et ne garantit pas l'autosuffisance.

RIA : Dans ce contexte, quelle est la place de l'industrie agroalimentaire ?

O.B. : L'Algérie importait pour 2 Mds de dollars de produits agroalimentaires en 1980, elle atteint aujourd'hui les 4,5 Mds pour 30 M d'habitants ! Et une grande partie des IAA transforme des produits importés. Les produits laitiers sont réalisés à

partir de poudre de lait, importée puis recombinaée. Même chose pour les huiles. Quant au sucre, le pays, contrairement au Maroc, ne produit pas de betteraves sucrières.

RIA : Quelles sont les compétences du pays en matière de transformation ?

O.B. : Le pays a quelques conserveries de tomates locales industrielles qui ont fait d'importants progrès, même s'il leur en reste à réaliser en productivité. Il faut certainement développer des complexes d'industries agroalimentaires basés sur la production locale. À l'instar des boissons, jus de fruits, eaux minérales ou limonades. Le pays peut également compter sur la présence de multinationales comme Coca-Cola, Fanta, Pepsico...

RIA : Quelles sont ses perspectives de développement pour les IAA ?

O.B. : L'Algérie doit faire des efforts de recherche agronomique

et de formation pour lever les verrous à la productivité. Mais elle a des cartes à jouer sur le lait ovin, l'huile d'olivier et d'amandier et les dattes pour lesquelles le pays est le premier exportateur mondial et qui connaît la mise en place d'une filière bio, comme le fait la société Bio-Noor avec des produits certifiés Ecocert. Il y a une carte à jouer sur des produits de terroir comme les câpres, les abricots, les nèfles, les pommes ou le raisin de table ou en jus. L'Algérie a tout à gagner à adopter un modèle qui favorise la transformation des produits locaux et leur diffusion, tant locale qu'étrangère, en installant des IAA qui produisent des produits complémentaires à ceux de ses concurrents. Cela pourrait être le cas de l'agneau des steppes. Mais cela passera par une politique de labellisation, avec des structures plus développées.

(*) IAMM : Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier.



05-05-2008 21:41 Metrofrance.com

Mourir de la faim en 2008

La tribune d'Emmanuel Dupuy, président de l'institut Prospective et sécurité en Europe...



Photo : DR

Le monde semble découvrir le rôle central de l'agriculture à mesure que s'amplifient les dramatiques "émeutes de la faim" un peu partout dans le monde. L'insécurité alimentaire, pouvant potentiellement "alimenter" des troubles politiques et des désordres sociaux, préalables à d'éventuelles guerres civiles ou à des rivalités armées entre Etats, comme cela a été mis en exergue dans plusieurs rapports émanant de la Banque mondiale, du FMI, de la FAO et du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), notamment dans son dernier rapport "Mediterra 2008" portant sur les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée. La communauté internationale cherche les bonnes parades...

La conjonction du doublement du prix des denrées alimentaires avec celui du prix du pétrole, d'une crise financière dont les turbulences ne font que débiter, des effets du changement climatique et de l'effet pervers de l'accroissement de la production des biocarburants rend la situation dramatiquement explosive. La mondialisation aurait-elle accouché d'un monstre ? Comment n'avons-nous rien vu venir ? Que peuvent faire les Etats qui, hormis appeler de leur vœux à la tenue en toute urgence d'une conférence mondiale sur la sécurité alimentaire des pays fragiles, n'ont guère les moyens de faire face, seuls, à l'ampleur de la crise ? Que sont, en effet, les 500 millions de dollars de déficit qu'accuse le Programme alimentaire des Nations unies, au regard des 300 milliards de dollars des fonds souverains, appelés à la rescousse ?

On le voit, la crise va durer et sans doute s'amplifier. Des gouvernements seront sans doute déstabilisés, des populations encore plus lésées, des choix politiques, liés aux ajustements structurels, pointés du doigt.

Cet important débat en révèle un autre, celui sur la grave crise de la gouvernance mondiale qui, au moment où seulement une personne sur six, est issue de l'Occident, ne correspond plus à la réalité géopolitique. La réforme attendue du Conseil de sécurité des Nations unies comme celle du fonctionnement des institutions issues du système de Bretton Woods, n'en sont que quelques révélateurs. La pérennisation d'un G 13, plus en conformité que le G 8 avec les dynamiques économiques actuelles, en complète le panorama.

La globalisation stratégique s'impose donc à nous avec cette actualité dramatique. Elle semble nous rappeler aussi que "la faim est aussi faite de la main d'homme", comme le prophétise depuis de nombreuses années le rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, Jean Ziegler...



Réagissez à cet article

Nom:

Adresse e-mail:

© Copyright 2008 Metro International.

Bibliographie prospective

Bulletin mensuel de bibliographie
sur les études prospectives de
l'association Futuribles International

Juin 2008 - N° 61

SOMMAIRE

1. Focus

Mediterra 2008,
du CIHEAM

3. Économie

The World in 2050,
de PricewaterhouseCoopers,
et *The Future of Newspapers*,
de The Future Foundation

4. Éducation

Education for All by 2015,
de l'UNESCO

4. Agriculture

Agricultural Outlook 2008-2017, de l'OCDE et la FAO

5. Technologie

Netbrain, planète numérique,
de D. Ettighoffer

6. Modes de vie

Avec notamment *Vivre en 2028*, de Y. Kerorguen et E. Leroy

7. État

Livre blanc sur l'avenir de la fonction publique, de J.-L. Silicani

7. Territoires

Avec notamment *Territoires et cyberspace en 2030*, sous la dir. de P. Musso

Focus

CIHEAM (Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes)

Mediterra 2008

Les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée

Paris : Presses de Sciences Po, 2008, 368 p.

Site Internet : www.ciheam.org

Agriculture / Alimentation / Union européenne / Pays méditerranéens

À l'heure où l'agriculture fait l'objet d'une attention croissante de la part des institutions internationales et où l'opinion publique est plus que jamais sensible aux enjeux alimentaires et environnementaux, ce rapport annuel du CIHEAM propose une vision prospective de l'agriculture en Méditerranée à l'horizon 2020, fruit d'un travail ayant mobilisé des compétences pluridisciplinaires et de nombreux experts méditerranéens.

La première partie de l'ouvrage est consacrée aux diagnostics des contextes sociodémographique, géoéconomique, des ressources, de la technique, de la gouvernance... La deuxième partie présente les principaux chantiers pour l'agriculture et l'agroalimentaire en Méditerranée à l'horizon 2020, et la troisième développe les scénarios globaux pour l'agriculture méditerranéenne.

Les dynamiques à l'œuvre

Parmi les dynamiques à l'œuvre, l'aire méditerranéenne est marquée par une croissance démographique sur les rives méridionale et orientale,

tandis que sa population se stabilise et vieillit au nord. Cette augmentation globale (la région devrait compter 530 millions d'habitants en 2020) aura bien sûr des conséquences sur la demande alimentaire, d'autant que l'urbanisation conduit aussi à des changements de modes de consommation.

Mais si la population s'urbanise et se « littoralise » (avec les problèmes d'approvisionnement en eau que cela pose), le monde rural n'est pas déserté pour autant, surtout dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM), où l'augmentation de la population rurale et agricole tend à diminuer la surface agricole moyenne par exploitation, ce qui oblige à une diversification des activités de ces zones.

Déjà en proie à des conditions climatiques défavorables, les pays de la zone, surtout les PSEM, ont vu leur dotation en eau diminuer, en dépit des grandes politiques d'équipement hydraulique. Ainsi, le pourtour méditerranéen concentre la moitié de la population « pauvre en eau » (moins de 1 000 mètres cubes par an et par habitant) de la



planète, et près de 30 millions de personnes n'auraient pas accès à l'eau potable dans la région.

L'irrigation, qui absorbe jusqu'à 80 % des ressources en eau dans certains PSEM, est soumise à une forte pression, les besoins en eau potable augmentant et les populations urbaines pesant de plus en plus politiquement.

La fracture hydraulique en Méditerranée s'accompagne d'une fracture technique : les outils de recherche, les appareils de formation et l'accès aux technologies de la connaissance sont répartis de façon très inégale et le fossé ne semble pas voué à se combler rapidement.

Ces fractures hydraulique, démographique et technique ont des conséquences commerciales : les PSEM sont devenus de grands importateurs de produits agricoles alors même qu'ils avaient une balance positive dans les années 1960. L'Union européenne (UE) est de loin leur plus grand fournisseur et leur principal débouché. Mais si l'UE est importante pour les PSEM, ces pays ont une faible importance pour les pays européens. Le commerce euro-méditerranéen est donc profondément asymétrique. En outre, les PSEM s'ouvrent de plus en plus au marché mondial : seul l'accès à ce marché agricole mondial permet à ces pays d'assurer, non sans difficultés parfois, leur sécurité alimentaire.

La sécurité alimentaire qualitative est souvent mise à mal, les PSEM comptant encore beaucoup de maladies d'ordre alimentaire, sans compter que l'obésité se développe, en particulier au Maghreb.

Quatre scénarios possibles

Le premier scénario, tendanciel, est celui d'une « Méditerranée sans convictions » : l'environnement se dégrade, les clivages territoriaux se durcissent et la production agricole se fragilise, tandis que les modes de consommation se transforment et que la croissance démographique se poursuit. Des corridors de libre-échange agricole se mettent en place entre l'UE et certains PSEM, sans que soit instaurée l'armature institutionnelle capable d'encadrer politiquement le processus. En outre, les exportations des PSEM sont limitées par le dévelop-

pement des normes sanitaires. La libéralisation des échanges profite surtout aux grandes industries alimentaires européennes.

Le deuxième scénario décrit une « Méditerranée sous tensions », car certains phénomènes observés dans le scénario précédent s'aggravent : dégradation de la situation sociale, inégalités d'accès à l'eau, désertification des terres causée par le changement climatique... Ce scénario est d'autant plus problématique que les acteurs étatiques régionaux ne proposent rien pour structurer la zone, et que l'Union européenne tourne le dos à la Méditerranée.

Dans le troisième scénario, la Méditerranée est « éclatée mais réactive », en réponse aux évolutions tendancielle évoquées ci-dessus. Elle se construit à la carte, les acteurs étatiques ou autres s'allient pour répondre ponctuellement à un défi (catastrophe naturelle, tensions sur les marchés agricoles) ou à une opportunité. Par exemple, l'Algérie troque son gaz contre du blé ukrainien. La coopération Sud-Sud se développe. La Méditerranée, en raison de sa position géostratégique et de ses richesses, est convoitée par des pays comme les États-Unis, la Chine ou les pays du Golfe.

Le quatrième et dernier scénario est celui d'une « Euro-Méditerranée en confiance » : l'Europe et la Méditerranée font le pari de s'associer stratégiquement pour ne pas s'affaiblir séparément. La mobilisation vient de la prise de conscience, de la part des décideurs, des opérateurs privés, de la société civile, des risques d'une absence de coopération. Ce scénario se construit principalement autour de l'agriculture : de même que la politique agricole commune a été le ciment de la construction européenne, une politique agroalimentaire et environnementale deviendrait en effet un moteur de l'émergence de l'acteur euro-méditerranéen.

Au moment où le débat politique sur la Méditerranée semble relancé, l'agriculture méditerranéenne peut être un terrain propice pour concrétiser des solidarités dans la région. La sécurité alimentaire, la gestion durable des ressources hydriques ou le développement responsable des territoires ruraux peuvent être des domaines d'actions fédératrices capables d'influer sur le quotidien des populations. ■

Les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée

COMPTE RENDU DE LA TABLE RONDE DU 14 MAI 2008

Bertrand Hervieu est secrétaire général du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) et ancien président de l'Institut national de recherche agronomique (INRA). Sous sa direction vient de paraître un rapport intitulé Méditerranée 2008 : les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée. Paris : Les Presses de SciencesPo, 2008.

Le Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes est la seule organisation intergouvernementale présente en Méditerranée. Il a été créé en 1962 et regroupe 13 pays de cette région. Le centre a trois missions : la formation, la recherche, la coopération et l'animation. Ses domaines d'action sont l'agriculture, l'alimentation et le développement rural. Il dispose de trois outils : une réunion annuelle des ministres de l'Agriculture, un observatoire de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement en Méditerranée et un rapport annuel, *Mediterra*.

Les six variables clefs du rapport

Mediterra 2008 tente d'établir un diagnostic sur la gravité de la situation agricole et alimentaire en Méditerranée. Il s'appuie sur six variables clefs.

Le contexte socio-démographique

A été prise en compte pour cette variable la population de l'ensemble des pays de la région, soit environ 500 millions de personnes à l'horizon 2020. La croissance démographique est surtout le fait des pays

du Sud mais, en 60 ans (entre 1960 et 2020) s'est produite une inversion radicale des proportions de population autour du bassin. Lors de l'arrivée de la génération du *baby-boom* européen de l'après-guerre, il y avait environ deux Méditerranéens du Nord pour un Méditerranéen du Sud, mais, en 2020, ce rapport se sera inversé. La croissance des populations urbaines est importante mais elle n'implique pas une diminution de la population rurale. En 2005, la population rurale, dans certaines zones de l'Est de la région, représentait plus de 50 % de la population totale. Elle se stabilisera dans l'ensemble de la zone à l'horizon 2020 mais restera importante.

Les pays de la région connaissent une transition démographique tardive mais rapide. Ainsi, dans les pays du Maghreb, la population de moins de 20 ans diminuera à partir de 2010.

Le contexte géoéconomique

Dans les sociétés du sud et de l'est de la Méditerranée, plus d'un tiers de la population active travaille encore dans le secteur agricole, qui représente environ 12 % du PIB (contre 2,2 % en France).

Ceci se conjugue avec une extrême pauvreté de la population et une dépendance de ces pays envers l'agriculture.

Et cette situation ne devrait pas changer radicalement à l'horizon 2020, comme le prévoient certaines études. Ce problème est le résultat de l'échec des modèles de développement de l'agriculture mis en place et de la délocalisation de l'industrie textile.

De plus, certains pays comme le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, l'Algérie et la Jordanie ont investi l'argent public dans des cultures destinées à l'exportation. Ils pensaient ainsi rééquilibrer leur balance commerciale et tirer parti des bas prix des céréales sur les marchés mondiaux. Aujourd'hui, la hausse des prix conjuguée à la baisse des aides alimentaires a entraîné une situation douloureuse pour les populations urbaines de ces pays. Ainsi, le Maghreb importe 15 % des céréales mondiales alors qu'il ne représente que 2 % de la population mondiale et fait donc face à une situation de dépendance importante.

Par ailleurs, la Méditerranée est désormais ouverte au monde puisque 70 % de ses importations de céréales viennent du Canada, des États-Unis, d'Argentine et d'Australie. L'Europe, si elle a toujours un rôle important dans cette région, n'y est donc plus seule. De grandes puissances économiques et commerciales comme la Chine, le Japon et l'Australie y sont aussi de plus en plus présentes.

Aujourd'hui, il s'agit de faire entrer dans une modernité agricole des populations rurales pauvres économiquement et intellectuellement. Il faudra construire entièrement cette modernité et les méthodes appliquées dans d'autres pays ne seront pas adaptées.

Les ressources naturelles

La Méditerranée présente déjà certaines conséquences du réchauffement climatique telles que le stress hydrique, l'apparition de maladies émergentes, la réduction de la biodiversité et des ressources en eau...

C'est notamment la région du monde où se rencontrent les populations les plus privées d'accès à l'eau potable.

L'état des techniques, des sciences et de l'innovation

La situation est préoccupante dans ce domaine et il y a plutôt une régression du statut de la connaissance dans les pays de la Méditerranée depuis 15 ans. L'idée de fonder des économies sur la connaissance ne va pas de soi dans cette région. La question de la connaissance est en train d'entraîner une double fracture : entre le Nord et le Sud de la région d'une part, et entre des populations urbaines, de classe moyenne (pour qui cette connaissance est un symbole de modernisation) et les populations de l'intérieur (Maroc et Égypte notamment) chez qui l'alphabétisation et l'information reculent. Ce qui est inquiétant, c'est qu'une partie des populations des pays du Sud et de l'Est de cette région se méfient de la connaissance.

Alimentation et évolution de la consommation

Les pauvres de la région se trouvent dans une situation sanitaire de plus en plus grave mais les riches sont aussi touchés par l'obésité. Ainsi, 60 % des décès en Méditerranée sont liés à des maladies cardiovasculaires ou « alimentaires ».

Le fossé entre les classes moyennes tournées vers la mondialisation et les populations rurales de l'intérieur se creuse. Le problème est que la spirale vertueuse du développement attendu n'a pas entraîné l'essor des agricultures locales car les populations enrichies se sont tournées surtout vers les importations. De plus, il n'y a pas eu de politique nationale en phase avec cette émergence d'une offre nationale. La situation est grave mais, même maintenant, il doit être possible d'inverser la tendance.

Deux premiers scénarios pessimistes

Ce diagnostic conduit à deux premiers scénarios très noirs.

1- Une Méditerranée qui ne se ressaisit pas

Dans ce scénario, les tendances en cours se poursuivent : dégradation de l'environnement, forts clivages Nord/Sud et Sud/Sud, désordres alimentaires... Dans cette Méditerranée, on essaie de faire face aux plus gros risques en renforçant les aides mais sans vraiment améliorer la situation.

2- Une Méditerranée sous tension

Ce scénario est possible si certaines des politiques en cours se poursuivent. Ici, des tensions politiques extrêmes s'ajoutent aux problèmes du premier scénario : grandes crises dans les régimes politiques des pays, déstabilisation de la situation au Liban, etc.

Cinq leviers /chantiers d'action

Pour faire face à ces problèmes, le rapport *Mediterra* définit cinq leviers d'action :

1- La production agricole en Méditerranée

Le déficit étant important dans ce domaine, il faut tout faire pour éviter que ne s'installe une situation de dispense de production agricole et industrielle, ce qui augmenterait la dépendance de la région envers les importations. Le problème est que les modèles de modernisation utilisés par exemple pour l'agriculture américaine ou européenne ne peuvent pas s'appliquer à l'agriculture méditerranéenne.

2- Assurer la double sécurité alimentaire

Il faut replacer la dignité alimentaire au rang d'ambition et mettre en place les politiques publiques et les aides internationales nécessaires.

3- La structuration des filières

Le marché alimentaire est structuré par les grandes surfaces dans ces pays. Il faudrait donc créer une connexion entre les producteurs et les centrales d'achats.

4- Stratégies de développement innovantes pour les territoires ruraux

Pour limiter l'exode rural, il faut créer des lieux de développement rural. Mais, là encore, les politiques de développement rural appliquées en Europe ne pourront pas fonctionner dans cette région.

5- Renforcer et mutualiser les capacités de recherche et de formation

Il y a, selon B. Hervieu, un désastre intellectuel en Méditerranée car tout l'effort de recherche déployé a été inefficace car trop « bureaucraté » et les meilleurs chercheurs ont quitté la région. Il faut donc désormais reconstruire entièrement le système de recherche et de formation. D'où l'idée d'un système méditerranéen de recherche, qui serait internationalisé et éviterait un simple transfert des résultats de recherche obtenus au Nord.

Deux scénarios plus optimistes

Une Méditerranée toujours divisée mais plus réactive

Dans ces deux scénarios, la région devient très active, très internationalisée. Mais le risque est que des pays profitent de l'éclatement de la région pour « piller » certaines ressources.

Dans le quatrième scénario, la Méditerranée est très ouverte au monde et rassemble l'ensemble des partenaires qui la construiront comme ensemble original : l'Europe, le Moyen-Orient, le Proche-Orient... Et les pays méditerranéens, qui sont « condamnés » à vivre ensemble, apprennent à vivre ensemble et envisagent un développement partagé.

En conclusion, Bertrand Hervieu a rappelé que les questions agricoles et alimentaires, qui ont été négligées dans cette région pendant 30 ans, pourront peut-être, suite à la crise alimentaire en cours, retrouver leur place et constituer l'un des vecteurs de la construction d'une Méditerranée souhaitée.

Extrait des débats

Michel Drancourt

Quels acteurs économiques peuvent constituer des moteurs d'une rénovation ?

Il est difficile de comprendre et de gérer les temporalités différentes qui coexistent dans la région. Par exemple, la question des frères musulmans, qui rallient les campagnes, mérite d'être regardée de plus près. Ainsi, en Egypte, les endroits où l'on assiste à une amorce de développement agricole sont les colonies de jeunes cadres formés du Caire qui s'installent à la campagne et rallient les frères musulmans. Dans un autre contexte, ces derniers pourraient donc peut-être trouver un rôle dans le développement.

Je pense par ailleurs que les grandes surfaces peuvent constituer un levier important de développement si les patrons organisent avec les responsables politiques un système de production et d'achats garantis.

Sur quels acteurs s'appuient vos scénarios optimistes pour se réaliser ?

La question est de savoir sur quelles forces sociales il est possible de s'appuyer pour construire le développement. En milieu rural, il y a eu de multiples tentatives depuis 20 ans pour faire émerger une classe de paysans modernistes qui auraient porté les intérêts du secteur. Mais tout a échoué, notamment parce qu'un contrôle politique s'est exercé sur ces leaders.

Par ailleurs, il semble difficile de mobiliser les classes moyennes. Il semble plus facile de responsabiliser le patronat et les élites de ces pays. D'autre part, il faut poursuivre le développement rural pour essayer de faire émerger des représentants locaux car les campagnes manquent d'interlocuteurs. Pour Sébastien Abis, ces scénarios ne sont pas si utopistes, ils exigent juste une mutualisation des moyens des pays. Dans le

quatrième scénario, c'est le risque du pire qui devrait mobiliser les acteurs et les inciter notamment à mettre en place des partenariats avec d'autres pays. La Méditerranée pourrait aussi s'appuyer sur plusieurs facteurs conjoncturels : la relance du débat politique méditerranéen et le retour de l'agriculture en tête des préoccupations internationales, ainsi que la volonté de l'Europe de conserver un rôle sur la scène internationale, ce qui ne pourra se faire sans alliances internationales.

Hervé L'Huillier

Je pense que ces populations restent à la campagne parce qu'il n'y a pas de travail pour elles à la ville. Et il n'est pas possible d'imaginer une culture céréalière rentable dans des territoires surpeuplés.

Pourtant, quand la situation à la campagne devient vraiment insupportable, les gens vont quand même à la ville car, même si leur situation ne s'y améliore pas, ils y trouvent au moins trois choses : l'école, le dispensaire et l'eau potable. À l'horizon de 20-30 ans, il faudrait réussir à penser l'intensification agricole en intégrant l'intensification de la main-d'œuvre et pas seulement la mécanisation. Le taux de chômage des populations urbaines est frappant et, en cela, je ne sais pas si l'exode rural va dans le sens du développement. L'idéal serait de régler la pauvreté rurale par le développement rural plutôt que par l'exode.

Hugues de Jouvenel

Il y a une certaine ambiguïté dans votre discours qui prône une alliance des gouvernements tout en les accusant d'étouffer les initiatives démocratiques...

Nous souhaitons faire partager l'idée que développer une ambition agricole et alimentaire pour la Méditerranée est un objectif politique possible et que ceci peut

donner lieu à un développement économique et culturel des territoires. Si cette mécanique vertueuse du développement pouvait se remettre en marche, elle serait aussi porteuse de démocratie. La gravité de la crise actuelle peut même laisser espérer une prise de conscience collective. Néanmoins, la vraie difficulté se situe dans la volonté des pays de cette région de coopérer ensemble autour de la Méditerranée.

Cécile Désaunay



Vendredi 20 Juin 2008

Newsletter

Nos archives

Sélection PDF

Qui sommes-nous ?

Liens externes

Contact

RECHERCHE

Cette édition

- A la Une
- Actualités nationales
- Supplément 7 nov.
- Editorial
- Société
- Economie
- Culture
- Sports
- Monde**
- Nécrologie
- Carnet
- On en parle
- Pourquoi?
- Consultation
- Heures de prière
- TV
- Carnet Culturel
- Allons au cinéma
- Ephéméride
- Téléphones utiles
- Pharmacies de service
- Trafic aérien
- Météo
- Horaires des trains
- Cours des devises

Monde

Vu autrement

En marge du projet d'Union pour la Méditerranée

La Méditerranée, passerelle ou frontière hermétique

Par **Soufiane BEN FARHAT**

Un nouveau spectre hante l'Europe. Et ce n'est plus celui du communisme. Il a de nouvelles provenances géographiques, de nouveaux tons, teintes et couleurs.

C'est devenu un épouvantail que les politiciens populistes et xénophobes agitent à tout bout de champ. Comme on criait jadis à Rome "Anibal ad portas" (Hannibal sous les remparts), on agit aujourd'hui les risques d'"invasion" des peuples du Sud de la planète. Certains esprits chagrins agitent même l'épouvantail de l'islamisation rampante de l'Europe.

La mondialisation a accru les tensions. Ravivant les braises des vieilles peurs, elle génère de nouvelles psychoses et des abcès de fixation.

En 2004, la commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation relevait que "le fonctionnement actuel de l'économie mondiale souffre de déséquilibres profondément ancrés et persistants qui sont inacceptables sur le plan éthique. C'est le résultat d'un déséquilibre fondamental entre l'économie, le social et le politique. L'économie se mondialise, tandis que les institutions sociales et politiques demeurent essentiellement locales, nationales ou régionales. Aucune des institutions mondiales actuelles n'exerce une surveillance démocratique appropriée des marchés mondiaux ou ne corrige les inégalités de base entre les pays".

N'ayant guère honoré ses promesses initiales, la mondialisation, en fait, c'est d'abord celle des fossés, fractures, crises et conflits. Des populations entières en sont affectées, en Europe même et davantage sur ses flancs sud et est. Les laissés-pour-compte de la fête sont légion. Exclue de la terre natale et de la terre d'exil, ils végètent dans le no man's land de l'ostracisme et du refus. Ce sont bien eux que l'écrivain mexicain Octavio Paz a qualifiés de "gens de la périphérie, habitants des faubourgs de l'histoire, commensaux non invités, passés par l'entrée de service de l'Occident, les intrus qui arrivent au spectacle de la modernité au moment où les lumières vont s'éteindre".

En proposant l'Union pour la Méditerranée, les Français ont donné l'impression de vouloir parer à cette iniquité. Il s'agit bien d'une impression, la véracité des discours devant subir avec succès l'épreuve des faits. Le discours n'est guère tranché à ce propos, certes. Toujours est-il que l'on propose de dépasser la relation de partenariat unilatéral de type néo-colonial présidant au processus de Barcelone initié en 1995. Le Président français Nicolas Sarkozy l'a rappelé à maintes reprises.

Chamaileries européennes

En tout état de cause, l'Europe, si elle ne souscrit pas au même diagnostic que la France, frémirait à l'unisson aux mêmes pulsions et angoisses. Le vendredi 23 mai 2008, la Chambre de commerce et d'industrie de Paris a débattu le rapport des treize think tanks européens destiné à donner un nouvel élan à la construction européenne. Ce rapport est la contribution aux travaux de la future troika des pays (France, République tchèque et Suède) qui présideront l'Europe à tour de rôle à partir du 1er juillet prochain. "L'heure est venue d'initier de nouvelles solidarités européennes face aux défis colossaux que constituent le changement climatique, l'approvisionnement énergétique et la gestion de l'immigration", souligne le rapport. Les think tanks plaident notamment en faveur d'une approche coordonnée de l'immigration légale et illégale en Europe. A l'en croire, les divergences des politiques nationales en la matière sont contre-productives, minent la crédibilité des Etats membres et génèrent des tensions entre eux. C'est ainsi que la France réclame la politique des quotas d'immigrés adoptée intégralement par l'Italie et partiellement par l'Espagne. Pour la France, il s'agirait d'un appel d'air dont elle subira les conséquences d'après elle néfastes.

De son côté, le Parlement européen a dénoncé, dans une résolution votée le 20 mai, les atteintes aux droits des minorités ethniques, et en particulier des roms, qui figurent dans le nouveau décret-loi du gouvernement italien. Ce texte sur l'immigration clandestine proposé par le ministre de l'Intérieur italien, Roberto Maroni, a été inscrit à l'ordre du jour du premier Conseil des ministres du gouvernement Berlusconi, le 21 mai 2008. Il crée un délit aggravé d'immigration clandestine susceptible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à quatre ans. Un délai jugé éminemment excessif par rapport au projet de directive européenne sur la rétention des immigrés clandestins.

Le Parlement européen a par ailleurs critiqué la décision italienne de fermeture de l'espace Schengen aux ressortissants roms roumains.

Et si chamaileries européennes il y a en l'occurrence, c'est bien parce que le processus de Barcelone est loin d'atteindre ses objectifs initiaux.

Heurs et malheurs de Barcelone

Qu'en est-il au juste? Initié en grande pompe en 1995 à Barcelone (Espagne), ce partenariat se déclinait en trois volets: politique, économique et socioculturel. Il aspirait à faire de la Méditerranée une aire de paix et de stabilité, créer une zone de libre-échange méditerranéenne à l'horizon 2010 et renforcer les relations humaines et sociales transméditerranéennes.

Triple ambition, triple échec, comme le souligne si bien le rapport Mediterra 2008 du Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes basé à Paris: "Malheureusement, en l'espace d'une décennie, la promesse euroméditerranéenne s'est successivement transformée en prétention puis en déception. Prétention d'abord, car le partenariat n'a pas eu les moyens de ses ambitions. L'UE s'est prioritairement concentrée sur son élargissement à l'Est et n'est pas parvenue à développer une politique étrangère commune. Les ressources financières mobilisées au sein du programme MEDA se sont souvent révélées inopérantes. De leur côté, tous les pays partenaires méditerranéens n'ont pas suffisamment progressé dans l'ouverture et les réformes. Déception ensuite, car jusqu'à présent, aucun des trois grands objectifs de Barcelone ne s'est concrétisé. La région est plus que jamais secouée par les tensions, or le but était de la pacifier. L'intégration économique ne se fait pas, or une zone de libre-échange est censée voir le jour à l'horizon 2010. Enfin, la promotion du dialogue culturel s'est heurtée, parfois, à l'érosion d'une culture du dialogue pourtant si particulière dans la région".



- ▶ **Avant toute rencontre avec Olmert** : Al Assad exige plus de progrès
- ▶ **Bande de Gaza** : Début de la trêve israélo-palestinienne sur fond de doutes
- ▶ **Sommet de l'UE** : Report de la décision sur l'avenir du traité de Lisbonne
- ▶ **Chine** : Augmentation des prix de l'essence et du diesel de 18%
- ▶ **USA - Présidentielle** : Obama se passerait des fonds publics de campagne

▶ www.pactejeunesse.tn
 ▶ **Avis de consultation pour le relookage du site web**
 ▶ www.lapresse.tn

SUPPLEMENT

La Presse Ec

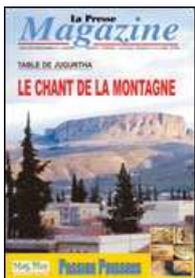
- ▶ **Le billet** : Garder le cap de la croissance
- ▶ **Secteur du textile-habillement** : Plus qu'une reprise, un nouveau décollage
- ▶ **Rencontre avec M. Néjib Karafi, P.-d.g du Cettex** : Renforcer davantage la plus-value du secteur
- ▶ **Paroles de je**
- ▶ **Bon Lundi** ! : Eh oui, l'école est finie !
- ▶ **Les boulots entre hier et aujourd'hui** : L'enclume est toujours là, pas le marteau
- ▶ **Réflexion** : «Je veux être comme papa !»

LA UNE PDF



DESSIN DU JOUR

LE COURS DES PASTÈQUES EN BAISSÉ...



Le processus de Barcelone s'est caractérisé par ailleurs par son aspect européen-centriste prononcé, ainsi que par ses carences institutionnelles et ses lourdeurs bureaucratiques et procédurales. Une partie extrêmement importante, atteignant par moments les 80%, des sommes allouées par l'Europe, a été récupérée par des bureaux d'études et autres expertises européens. Certains parlent même de "racket" à ce propos. Le cynisme à ce niveau est tel que certains pays européens, non contents de gonfler démesurément les chiffres de l'aide au développement, y incluent même les annulations de dettes et les frais de rapatriement des clandestins. Souhaitons qu'ils n'y prennent pas en compte les frais de gestion des prisons où crouissent les immigrés.

Il faudrait prendre également en ligne de compte l'irruption de plus en plus manifeste des Etats-Unis d'Amérique dans la région depuis le 11 septembre 2001. Irruption qui s'est traduite, entre autres, par le fameux et fort controversé "Broader Middle East and North Africa". Ajoutons-y l'impossible résolution du conflit israélo-palestinien et israélo-arabe, la persistance effrontée de l'occupation et de l'édification des colonies de peuplement juives en Palestine occupée avec l'assentiment de l'Europe, et l'on comprendra l'étendue du désastre. Un désastre tel que lors de la célébration du dixième anniversaire du processus de Barcelone en 2005, aucun chef d'Etat des pays du Sud de la Méditerranée n'a été au rendez-vous.

Poids du nombre et opportunités stratégiques

Au bout du compte, la Méditerranée se présente aujourd'hui davantage en frontière hermétique qu'en passerelle. Elle n'en finit plus de cristalliser les lignes de failles et de fractures. Ecart de richesses d'abord. On compte une moyenne de 3.000 dollars de revenu annuel par habitant au Sud contre 30.000 dollars par an et par habitant au Nord. Un écart de 1 à 10 sans équivalent ailleurs dans le monde. Ecart d'employabilité et de niveau de chômage ensuite. Il faudrait, selon l'Ocde, créer, d'ici 15 ans, pas moins de 40 millions d'emplois en Méditerranée pour maintenir le chômage à son niveau actuel, par ailleurs fort élevé dans les pays du Sud. Insignifiance du niveau d'investissements aussi. L'Europe consacre moins de 2% de ses investissements au Sud contre 20% des investissements américains et 25% des investissements japonais à destinations de leurs Suds respectifs. Cocktail extrêmement explosif en somme.

La pression démographique accuse les déséquilibres. La Méditerranée qui ne comptait que 285 millions d'habitants en 1970, en comptait 378 millions en 1990 et 454 millions en 2005 (7% de la population mondiale sur 6,3% des surfaces émergées du globe) et en comptera 520 millions en 2020. De 1990 à 2020, la croissance démographique au nord de la Méditerranée sera de 8% (+14 millions de personnes) contre une croissance de 65% au sud (+130 millions de personnes). Pour un Méditerranéen en plus au nord, on comptera dix de plus au sud. On est bien loin des années 80 où on dénombrait un Méditerranéen au nord pour un Méditerranéen au sud. En 2020, les deux tiers des Méditerranéens seront localisés sur la rive sud.

Considérée dans son ensemble, l'aire géopolitique euro-méditerranéenne offre pourtant un immense potentiel. Les 500 millions d'habitants des 27 Etats membres de l'Union européenne ajoutés aux 330 millions d'habitants des pays sud-méditerranéens constitueront, en 2020, un ensemble de 830 millions d'habitants, soit 11% de la population mondiale.

En cas de développement harmonieux et régulé, sans à-coups, cela peut constituer une immense chance pour les deux rives, voire un imposant pôle de développement mondial.

Et c'est en cela que le projet d'Union pour la Méditerranée constitue une formidable opportunité stratégique offerte aux peuples de la région.

S.B.F.

"La Presse de Tunisie"
6, rue Ali Bach Hamba
1000-Tunis
Tél. (+216) 71 341 066
Fax (+216) 71 349 720
contact@lapresse.tn



La Presse au démarrage



La Presse aux Favoris

[A la Une](#) || [Actualités nationales](#) || [Supplément 7 nov.](#) || [Editorial](#) || [Société](#) || [Economie](#) || [Culture](#) || [Sports](#) || [Monde](#)
Réalisé par : **XTENSUS**

L'AGRICULTURE EN MÉDITERRANÉE DEVANT DES SCÉNARIOS CATASTROPHES

23-07-2008



L'intégration agricole ne figure pas dans la première liste des projets qui font démarrer l'Union pour la Méditerranée. Une étude montre que les urgences et les enjeux stratégiques sont dans la préservation des écosystèmes et de la biodiversité de la région.

PAR FAYCAL METAOUJI, ALGER

Quelle sera la situation de l'agriculture en Méditerranée vers 2020 ? Difficile à prévoir. Le Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIEHAM), qui vient de publier le rapport Méditerranée 2008, Les futures agricoles et alimentaires en Méditerranée, a élaboré quatre scénarios possibles.

Le premier : « La région aborde son avenir sans convictions, accablée par les difficultés, les méfiances... » Ce scénario prévoit un gaspillage des ressources naturelles (eau, gaz) et l'éclatement de conflits. La libéralisation annoncée des marchés agricoles aura des impacts négatifs sur la rive Sud : réduction du nombre des exploitations et aggravation du chômage. Second scénario : « Une Méditerranée sous tensions ». Il est bâti sur plusieurs idées : le changement climatique sera plus rapide que prévu, la région sera incapable d'assurer la sécurité alimentaire des populations, les inégalités d'accès aux ressources d'eau vont s'intensifier et les espaces ruraux subiront de plein fouet la paupérisation. Troisième scénario : « Une Méditerranée éclatée mais réactive ». « Une Méditerranée qui concentre de nombreuses tensions mais qui tente de réagir pour amortir, par des alliances stratégiques choisies, les multiples chocs provoqués par la mondialisation », est-il prévu. Dans ce scénario, on cite l'exemple de l'Algérie, qui troque son gaz contre du blé ukrainien, ou encore l'intensification de la relation entre la Turquie, « grande puissance agricole », et les pays arabes méditerranéens dont les importations sont croissantes compte tenu « des pressions démographiques ».

Quatrième scénario : « Une Euro-méditerranée en confiance ». Pari est fait sur une mobilisation de tous les acteurs, y compris privés, pour booster la relation entre l'Europe et le monde méditerranéen. Seule manière d'éviter certains risques : « rivalités hydro-politiques, immigration incontrôlée, insécurité alimentaire... » « Si un tel scénario se déploie, la politique des marchés serait fondée sur l'intégration commerciale des Etats de l'Euro-Méditerranée, qui compteront 850 millions d'habitants en 2020 », est-il noté.



Le pourtour méditerranéen, une écorégion hypothéquée

La prospective estime que l'agriculture pourrait devenir un moteur de l'émergence de l'acteur euro-méditerranéen, à l'image de la Politique agricole commune (PAC) qui a été « le ciment » de la construction européenne. Les experts préconisent la création d'une plate-forme euro-méditerranéenne de dialogue sur l'agriculture qui pourrait plonger sur des grands thèmes tels que la gestion des ressources hydriques et le développement de complémentarités productives entre les deux rives de la Méditerranée. Il est relevé que les réformes en cours en Europe ne peuvent plus ignorer la problématique agricole et rurale en Méditerranée. Actuellement, et selon Mediterra, seuls 13% des sols de la région peuvent être considérés aptes pour l'usage agricole, le reste étant partagé entre pâturages, forêts, arbustes, zones urbaines, zones rocheuses étendues et déserts. D'où l'ampleur du défi. « L'érosion de la biodiversité se poursuit et les menaces qui pèsent désormais sur l'écosystème méditerranéen sont à la hauteur de sa richesse. La Méditerranée devient une écorégion hypothéquée, rendue vulnérable par la désertification, la déforestation et la disparition de certaines espèces animales et végétales », est-il souligné. Presque 30% de

ACTUALITÉ



«L'Afrique est le prochain relais de croissance de l'économie mondiale»

28-07-2008
 Président de l'Association marocaine du capital investissement (AMIC), Mehdi Tahiri, également...
[\[La suite...\]](#)



L'agriculture en Méditerranée devant des scénarios catastrophes

23-07-2008
 L'intégration agricole ne figure pas dans la première liste des projets qui font démarrer l'Union...
[\[La suite...\]](#)



Exclusif : Attijariwafa Bank adjudicataire de la BIM SA

22-07-2008
 Selon nos informations, Attijariwafa Bank vient d'être déclaré adjudicataire de l'appel d'offres...
[\[La suite...\]](#)



L'été des Arabes en Egypte traîne sa cohorte de clichés

22-07-2008
 Les touristes saoudiens, s'ils sont vite repérables dans la fournaise du Caire qu'ils visitent...
[\[La suite...\]](#)



L'Afrique tire les bénéfices d'une meilleure gouvernance

21-07-2008
 Pour la Banque mondiale, il existe des pays africains mieux gouvernés que certains pays...
[\[La suite...\]](#)



Le groupe Saham rêve de leadership dans les assurances

19-07-2008
 Le troisième assureur du Maroc prépare une entrée en force dans le capital du Groupe Banque...
[\[La suite...\]](#)



L'efficacité de la Banque mondiale mise en doute au Cameroun

17-07-2008
 La revue du portefeuille des projets de la Banque mondiale au Cameroun a été l'occasion, pour le...
[\[La suite...\]](#)



Le secteur bancaire sud-africain épinglé par un rapport antitrust

16-07-2008
 Les pratiques des quatre principales banques locales sont dénoncées par un rapport d'enquête...
[\[La suite...\]](#)



258 milliards de dollars en subventions agricoles !

15-07-2008
 En 2007, le soutien accordé par les pouvoirs publics aux agriculteurs s'est élevé à 258...
[\[La suite...\]](#)



Côte d'Ivoire : L'heure du grand nettoyage aurait-elle sonné ?

15-07-2008
 On ne compte plus le nombre de fois où le président ivoirien a été interpellé par les...
[\[La suite...\]](#)

Autres articles

- La SFI cherche des partenaires pour développer l'agro-industrie africaine
- «Il faut revoir le secteur minier dans une approche intersectorielle»
- La tendance aux méga firmes d'avocats s'accroît en Afrique du Sud
- Maroc-Sénégal, un flux d'affaires croissant, mais à sens unique
- Un fonds de 50 millions de dollars pour les PME ouest-africaines
- Nedbank se lance à l'assaut de l'Afrique
- Gazprom décline ses plans africains
- La renaissance de la Côte d'Ivoire
- «La BMCE répondait à tous nos critères!»
- En Afrique de l'Ouest, BTP a été rebaptisé « Bêtises toutes pardonnées »
- «La crise alimentaire va durer 5 à 10 ans»
- Gros nuages sur le tourisme tunisien
- «La francophonie économique est une réponse à la globalisation»
- Le Maghreb n'est pas encore une priorité pour les fonds du Golfe
- «La prochaine étape de la mondialisation devrait être plus inclusive»
- Le ciment devient rare et cher
- Les banques tunisiennes encore loin de l'expansion à l'international
- Le mobile en Afrique, une vache trop grasse
- Le gaz vendu à Israël fait des bulles en Egypte
- Les Sud-Coréens vont investir un milliard de dollars à Bouinan
- L'UA veut un marché commun agricole pour 2009
- Les multinationales des pays émergents, vecteurs de la mondialisation 2.0
- L'Afrique, mieux que prévu
- L'immobilier, vu des deux côtés du Sahara
- Areva: «L'Afrique sera le cœur de notre activité»
- L'immobilier à Dakar dans une spirale inflationniste
- Le Bill Gates africain interpelle l'Afrique
- Investissement : frénésie indienne au Sénégal
- Regain de dynamisme pour le secteur immobilier ivoirien
- L'aide au développement dans le piège de l'affairisme
- Guinée : le temps de la psychose
- Des signes du renouveau du secteur bancaire malien
- «L'Afrique une croissance prometteuse... mais une inflation problématique»
- Alertes sur les finances publiques du Sénégal
- Proparco : plus de 2 milliards d'euros pour le secteur privé africain
- Le pétrole va rester cher parce qu'il va devenir rare
- La «renaissance» du Togo
- Le marché automobile le plus performant au monde est africain
- Chine-Afrique : les matières premières à leur juste prix
- Cap Afrique analyse le private equity africain

ces espèces sont menacées de disparition. Les sols méditerranéens souffrent : d'un côté, les surfaces agricoles sont rongées par l'urbanisation galopante - surtout au Sud -, et de l'autre, les réserves foncières sont dégradées par une intensification mal maîtrisée. En Algérie, on n'a pas trouvé mieux que de faire traverser un tronçon autoroutier en plein parc naturel d'El Kala, l'une des plus importantes zones humides au monde.

Le partage de l'eau, gisement de conflits

La Méditerranée, selon le rapport, concentre la moitié de la population mondiale « *pauvre en eau* » (3% des ressources en eau douce du globe se trouvent en Méditerranée). Vers 2025, 7% de la population méditerranéenne n'aura pas accès à de l'eau potable. « *Beaucoup d'Etats dépendent totalement de la disponibilité hydrique des pays voisins. C'est le cas de l'Egypte, de la Syrie, d'Israël et du Portugal (...). Ce caractère transfrontalier peut être un motif de dissensions* », est-il noté.

[\[Retour \]](#)

[< Précédent](#)

[Suivant >](#)

[Actualité](#)
[Brèves](#)
[Journal Online](#)
[S'abonner](#)

[L'Africain de la semaine](#)
[Technologies & Monétique](#)
[Le monde vu de l'Afrique](#)
[Droit Africain](#)

[Blogs](#)
[Communiqués financiers](#)

[Mes infos](#)
[Mon abonnement](#)
[Editer mot de passe/profil](#)
[Contacts](#)

L'INFORMATION AGRICOLE

MENSUEL N° 817 • MAI 2008 • 4,50 €

▼
CINQ SYNDICATS
AGRICILES EUROPÉENS
SE POSITIONNENT
SUR LA PRÉSIDENTIE
FRANÇAISE DE L'UE



L'UNION
MÉDITERRANÉENNE

**Beau
discours
ou bonne
idée ?**

▼
LA FLAMBÉE
DES PRIX
ALIMENTAIRES
À L'ORIGINE
DES ÉMEUTES
DE LA FAIM



▼
HENRI NALLET,
ANCIEN
MINISTRE DE
L'AGRICULTURE
ET DE
LA JUSTICE



[UNION MÉDITERRANÉE]

D'abord des enjeux agricoles et agroalimentaires

La zone euro-méditerranée, avec 22 pays, pesait en 2004, 7 % de la population mondiale et 14 % du PIB de la planète. Malgré de fortes disparités entre les PSEM (pays du sud et de l'est de la Méditerranée) et l'UE-Med, l'identité culturelle, avec un véritable modèle alimentaire et agroalimentaire, est bien commune. Comment le faire vivre ?

Le groupe de travail « agriculture, agroalimentaire, rural » de l'IPE-Med¹ avec l'UMR MOISA² a étudié la situation des différents pays du pourtour de la Méditerranée. Il propose de sceller un pacte agroalimentaire et rural, pour régler entre autres les problèmes de l'emploi, ceux de la démographie, du territoire et la menace sociale.

Disparités

Avec près de 34 % de la population active (environ 33 millions de personnes), l'emploi agricole représente un poids considérable dans les PSEM, contre 6 % (5 millions de personnes) dans l'UE-Med (Espagne, France, Chypre, Grèce, Italie, Malte, Portugal et Slovénie). Malgré un PIB inférieur, la croissance éco-



Claire Nioncel/INSEA

nomique se trouve deux fois plus élevée dans les PSEM (environ 5 % par an, sur la période 1994-2004) que dans l'UE-Med. Mais la dépendance extérieure pour l'alimentation y demeure à un niveau très élevé, avec un déficit commercial dépassant 5 milliards de dollars en moyenne entre 2002 et 2004, face à un énorme excédent de la rive nord de la Méditerranée (29 milliards de dollars).

Spécialisation végétale

La région méditerranéenne présente une spécialisation incontestable dans les productions végétales. Pour huit produits (agrumes, autres fruits, pommes de terre, tomates, autres légumes, huile d'olive, olive de table et blé), sa part dans le total mondial obtient, sur la période 2002-2004, un score très important : 99 % pour l'huile d'olive, 31 % pour la tomate, 19 % pour les agrumes, 16 % pour les autres fruits et le blé, et 12 % pour les autres légumes. La part de production de ces produits est de 20 à 40 % et progresse de 2 à 6 % par an, à l'exception de l'huile d'olive (- 4 %).

Mais ces produits sont mal valorisés à l'exportation (3,5 milliards de dollars)

dans les PSEM. Ils partent, pour ces derniers pays, vers l'UE pour 34 % d'entre eux. Les exportations de l'UE-Med vers les PSEM n'atteignent que 25 % mais pour des sommes bien plus élevées (22 milliards de dollars). « La concurrence intra-méditerranéenne est souvent surestimée », indiquent les experts.

Potentiel de croissance

Le diagnostic des chercheurs appelle à une « politique volontariste pour maintenir dans la zone méditerranéenne des productions très importantes pour les économies locales ». Ils estiment qu'il existe, au niveau mondial, un fort potentiel de croissance des marchés des fruits et légumes (obésité, maladies cardiovasculaires, cancers) et qu'il est urgent de mettre en place des programmes de développement des filières fruits et légumes, incluant les produits transformés, au niveau euro-méditerranéen.

Mais ils ont plusieurs contraintes : les ressources naturelles (terre et eau), les compétences techniques et managériales, et le cadre institutionnel public et professionnel, souvent défaillant dans les PSEM.

« Dans un monde devenu polycentrique, l'Europe et la Méditerranée doivent impérativement s'associer pour ne pas s'affaiblir séparément », affirment des chercheurs de l'IAMM³ qui travaillent au sein du CIHEAM⁴, pour la recherche et la formation dans les pays de la Méditerranée.

CLAIRE NIONCEL

Mediterra 2008



L'ouvrage qui vient de sortir, édité par le CIHEAM⁴, porte sur les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée. Ce nouveau rapport propose une prospective de la situation agricole, alimentaire et rurale en Méditerranée à l'horizon 2020. Il plaide pour l'émergence d'une solidarité agricole et environnementale à l'échelle euro-méditerranéenne. *Mediterra 2008* est déjà paru en français et en anglais, puis sera disponible en espagnol, italien et arabe.

¹ Institut de prospective économique du monde méditerranéen.

² Unité mixte de recherche Marchés Organisations Institutions Stratégies d'Acteurs.

³ Institut agronomique méditerranéen de Montpellier.

⁴ Centre international de hautes études agro-nomiques méditerranéennes.

Alternatives Economiques

Méditerranée 2008. Les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée par Bertrand Hervieu (dir.)

Méditerranée 2008. Les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée
par Bertrand Hervieu (dir.)
Ed. Sciences Po Les Presses-Ciheim, 2008, 372 p., 32 euros.

Du contexte sociodémographique à l'évolution de la consommation en passant par les ressources naturelles, cette édition 2008 du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (Ciheim) dresse pour commencer un diagnostic complet des enjeux agricoles et alimentaires, dans leurs différentes dimensions (économique, sociale, culturelle...). Les deux parties suivantes, plus prospectives, ouvrent des chantiers relatifs notamment à la sécurité alimentaire ou à la mutualisation des capacités de formation et de recherche, avant de proposer des scénarios globaux d'ici à 2020.

L'ensemble débute par un constat en forme de paradoxe fait par Bertrand Hervieu: si les instances de dialogues entre les deux rives de la Méditerranée ne manquent pas, en revanche, la question agricole est pratiquement absente des politiques de coopération. On comprend mieux, dans ces conditions, que, parmi les propositions faites en conclusion, la première consiste à renforcer les politiques... nationales. Mais développement durable oblige, en veillant à promouvoir une "gouvernance locale des mondes ruraux et agricoles" (et éviter ainsi les écueils d'une industrialisation excessive). Rien en revanche en matière d'OGM, auxquels seul un chapitre de quelques pages est pourtant consacré en première partie. Un souci manifeste de ne pas alimenter un sujet évident de discordance entre les pays du Nord et ceux du Sud.

Sylvain Allemand

Alternatives Economiques - n°270 - Juin 2008

Plateau-repas, Buffets

Decouvrez notre nouvelle carte Hiver 2008 Plateaux
repas, buffets

Site d'emploi Cadres

Abonnements : 12 rue du Cap Vert 21800 Quetigny - 03 80 48 10 25 - abonnements@alternatives-economiques.fr

Rédaction - Alternatives Economiques : 28, rue du Sentier, 75002 Paris - 01 44 88 28 90 - redaction@alternatives-economiques.fr

© Alternatives Economiques. Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées sur ce site est soumise à l'autorisation de : Alternatives Economiques. Ce site fait l'objet d'une déclaration auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés sous le numéro 821101

Commercialisation

Des fruits et légumes frais pour l'export

Les fruits et légumes représentent 40 % du tonnage des productions agricoles égyptiennes. Initialement destinés au marché intérieur dont ils constituent une des bases de l'alimentation, la part destinée à l'exportation s'accroît très nettement avec l'augmentation de la production originaire des exploitations modernes. Ils contribuent à améliorer la balance commerciale du pays. Le climat chaud, une main-d'œuvre relativement peu chère et l'abondance de l'eau sont

Développer la coopération franco-égyptienne vers la recherche appliquée

Le BLAFE (Bureau de liaison franco-égyptienne), installé au Caire, a été chargé de mettre en œuvre des projets de coopération entre les deux pays. De 1983 à 2006, 145 projets ont été menés dans presque tous les domaines agricoles pour un budget de 110 millions d'euros. Or, depuis la Convention de Londres, l'aide alimentaire doit être réservée aux situations d'urgence. Face à la demande d'une poursuite de la coopération franco-égyptienne, il a été proposé de créer un office pour la recherche et le développement durable (ORD2) qui se veut le successeur du Fonds de Contrepartie de l'Aide Alimentaire Française, tout en étant plus directement orienté vers la recherche appliquée. De nouveaux travaux verront peut-être le jour sur l'adaptation de la production laitière en été et pendant le Ramadan, ou encore sur la protection des obtentions végétales de pommes de terre.

autant d'atouts qui peuvent permettre aux Égyptiens de rivaliser avec leurs voisins marocains ou israéliens. « Presque toutes les entreprises agricoles égyptiennes qui se positionnent pour la vente à l'export, ont travaillé sur l'amélioration du packaging, grâce au savoir-faire de consultants étrangers (chiliens, sud-africains ou israéliens). Les producteurs ont également construit des installations pour respecter la chaîne du froid et pour assurer la traçabilité » explique Daniel Leroux, conseiller auprès de l'ambassade de France. Il estime qu'il reste néanmoins des gains importants à réaliser pour réduire les coûts d'exportation. « Il faut parvenir à mettre en place une structure représentative des producteurs, des distributeurs et des importateurs pour négocier de manière groupée comme le font le Chili ou l'Afrique du Sud, en se basant sur des prévisions de récolte. » Enfin, il rappelle la nécessité d'entraîner très fortement la main-d'œuvre à améliorer la qualité et la productivité. ■



© Isabelle Delourme

Lactalis : un challenger qui rit



© Isabelle Delourme

Pour son implantation en Égypte, le groupe laitier Lactalis a choisi de s'allier dès 1997 avec un industriel Égyptien dans le cadre d'un partenariat, puis en 2005 d'une Joint-Venture. Lactalis s'occupe de la production des trois usines qui produisent du fromage fondu et du fromage type feta, au nord-est du Caire. La commercialisation est entre les mains du groupe de la famille Halawa. « Le résultat de notre association est excellent » fait remarquer Laurent Covet, directeur industriel pour l'Égypte, « car nos marques Teema et Président réalisent plus de 60 % du marché du fromage fondu en Égypte, alors que nous avons démarré de zéro » explique-t-il. Le marché du fromage fondu (23 000 t) continue de progresser, de l'ordre

de 15 à 16 % par an. « Ici, il a toujours fallu augmenter les capacités de l'usine pour suivre les marchés » précise-t-il en évoquant la dernière construite. L'Égypte, c'est aussi pour Lactalis une plateforme d'exportation, à destination des pays du proche et du moyen orient, mais aussi du Vietnam et de l'Afrique de l'Ouest et de l'Est. Cette forte croissance nécessite un approvisionnement régulier, de l'ordre de 100 000 l de lait par jour. « Dans notre nouvelle usine, nous avons également désormais pour objectif de travailler sur l'approvisionnement avec les producteurs égyptiens, plutôt qu'avec la poudre de lait des centres de collecte. Nous souhaitons améliorer la qualité du lait comme tout le monde en Égypte, mais il reste relativement cher. » Le groupe emploie 2 000 personnes en Égypte, essentiellement de la main-d'œuvre locale, pour un salaire moyen de 60 euros/mois. Pour fidéliser les ouvriers, le groupe se charge aussi du transport des ouvriers, de l'alimentation et des tenues de travail.

Compétitivité de l'agriculture

« Mediterra 2008 » est le dixième rapport annuel du CIHEAM (Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes). Il porte sur les perspectives agricoles et rurales en Méditerranée. C'est le seul rapport annuel consacré à l'agriculture, à l'alimentation et aux mondes ruraux des pays méditerranéens. Cette année, il présente un dossier sur les futurs possibles de l'agriculture en Méditerranée à l'horizon 2020. Pour cela, il établit un diagnostic de la situation agricole et alimentaire, examine les grands enjeux, projette quatre scénarios globaux et présente ses propositions. Dans ce rapport, l'approche multidisciplinaire révèle le caractère multidimensionnel de l'agriculture : économie, santé, environnement, aménagement du territoire, commerce, pratiques sociales et culturelles, stratégies politiques... Les acteurs et les décideurs du monde euro-méditerranéen y trouveront également des clefs de lecture avec des informations synthétiques, des cartes et des données afin de mieux comprendre les dynamiques de l'agriculture et de l'alimentation en Méditerranée.

2008

MediTERRA

LES FUTURS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES EN MÉDITERRANÉE



CIHEAM

SCIENCES PO
LES PRESSES

Édité aux Presses de Sciences Po, Mediterra 2008 sera disponible en librairie à partir du 10 avril 2008.
www.pressessciencespo.fr ou
 par mél : observatoire@ciheam.org



Vendredi 20 Juin 2008.

Archives | Contacts | Publicité | Abonnement | Qui sommes nous

- L'ÉDITION
- Accueil
- Nation
- Régions
- Energie
- Finances
- Agriculture
- Entreprises
- Multimédia
- Emploi
- Tendances et marchés
- Immobilier
- Auto
- Focus
- Reportage
- DEBATS
- Idées
- Analyses
- Contribution
- Documents

mot-clé

Recherche avancée



L'ÉDITION EN PDF



Imprimer cet article | Envoyer cet article à un ami(e) | 2008-04-21

Rapport annuel « Mediterra 2008 » du CIHEAM

Quels futurs agricole et alimentaire en Méditerranée à l'horizon 2020 ?

Le rapport annuel « Mediterra 2008 » du Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) vient d'être publié. Il porte sur les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée. Ce nouveau rapport propose en effet une prospective de la situation agricole, alimentaire et rurale en Méditerranée à l'horizon 2020. Ce travail d'analyse paraît dans un contexte marqué à la fois par le retour de l'agriculture sur le devant de la scène et la relance du débat politique quant aux modalités pratiques de la coopération méditerranéenne. Si l'on ajoute que ce rapport s'inscrit dans une période caractérisée par une sensibilité environnementale renforcée, des préoccupations alimentaires et nutritionnelles grandissantes ou de redécouverte de la question agricole et rurale comme pilier pour le développement des sociétés, force est de constater combien Mediterra 2008 paraît être un outil stratégique pour penser les agricultures méditerranéennes et s'interroger sur leur avenir. Au final, ce rapport plaide pour l'émergence d'une solidarité agricole et environnementale à l'échelle euro-méditerranéenne. Dans un monde devenu polycentrique, l'Europe et la Méditerranée doivent impérativement s'associer pour ne pas s'affaiblir séparément. En tout cas, nombreux sont les facteurs expliquant les difficultés qui frappent la coopération euro-méditerranéenne. L'une des raisons tient au fait que certains secteurs stratégiques n'ont pas été suffisamment pris en compte. L'agriculture fait partie de ces champs peu explorés dans le cadre euro-méditerranéen. Et pourtant, la question agricole y occupe une place incontournable et stratégique. Incontournable parce que l'agriculture joue en Méditerranée un rôle fondamental dans les équilibres économiques, sociaux et territoriaux. Stratégique, parce que de son évolution et de son traitement dépendent non seulement des enjeux politiques et commerciaux forts mais également la volonté ou non de construire une Méditerranée plus solidaire. En novembre 2005, l'Union européenne (UE) s'est enfin décidée à ouvrir les négociations avec les pays partenaires méditerranéens (PPM) sur la libéralisation des échanges agricoles. Cette décision, somme toute importante, comporte néanmoins des enjeux et des risques qu'il convient de bien maîtriser. Comprendre pourquoi l'agriculture est si stratégique en Méditerranée et décrypter comment la perspective de libéralisation des échanges agricoles est en train d'évoluer doivent nous permettre de tracer quelques contours sur l'avenir de la Méditerranée. Un regard exploratoire sur l'agriculture en Méditerranée ne vise pas forcément de dresser un tableau exhaustif sur la situation agricole en Méditerranée mais

EDITO
Pas de croissance exponentielle de l'offre d'énergie

Déjà, lorsque le baril de pétrole avait franchi le seuil des 50 dollars, dans les pays consommateurs, c'était la grande inquiétude. La grogne se faisait sentir également chez les professionnels des transports, et chez ceux qui en dépendent. La France, à ce moment, pensait déjà au futur réacteur à fusion nucléaire ITER. Et au doublement de son apport initial pour que ce soit le site de Cadarache qui l'accueille, avec l'accord de l'UE, de la Chine et de la Russie, tandis que les Etats-Unis et la Corée du sud appuyaient le site japonais concurrent. Enorme budget pour la construction de l'ITER duquel était attendue l'obtention, par la fusion nucléaire, d'une énergie illimitée et propre. Autant dire que, sérieusement, est appréhendé l'épuisement des ressources fossiles et que c'est également avec sérieux que sont appréhendés les risques des bouleversements climatiques et même des affrontements géopolitiques compte tenu qu'il faudrait à tout prix se sécuriser en approvisionnement énergétique, en quantité nécessaire surtout au maintien de la croissance dans un contexte de raréfaction progressive des ressources. Serait-ce vraiment possible d'innover scientifiquement en terme de découvertes d'énergie renouvelable à hauteur des besoins ou faudrait-il alors moduler plutôt la demande pour que celle-ci reste sans cesse inférieure à l'offre ? Les chercheurs disent qu'il sera possible dans quelques décennies de parvenir à disposer d'énergies renouvelables, nucléaire, fusion et hydrogène, à condition que les programmes soient engagés avec détermination, sans plus tarder. Crédibles, de telles hypothèses ? Il y a des problèmes aujourd'hui. Notre planète compte 6 milliards d'individus avec le tiers vivant dans la pauvreté. Qu'en serait-il avec la venue de six milliards d'autres individus avant la fin du siècle ? Il faudrait bien que les grandes puissances, qui ont des ambitions planétaires, aient des responsabilités planétaires en ce qui concerne l'obligation de lutter contre le sous-développement.
N.B.

Brent	133,19 \$/baril
Londres	
WTI New York	134,81 \$/baril

Devise	Achat	Vente
Dollar	62.6368	62.6518
Euro	96.3730	96.4023
Livre	122.0039	122.0331
Yen (100)	57.9273	57.9573
SAR	16.7018	16.7071
KWD	235.5564	235.7901
AED	17.0528	17.0583

Cours valable: du 13 juin au 17 juin 2008

**Transformez
vos mots
en cadeaux !**



IMTIYAZ
Vos mots sont des cadeaux



Appelez le 444
www.imtiyaz.dz

plutôt à alerter sur les tendances lourdes, les défis émergents et l'enjeu de la sécurité alimentaire dans la région.

Par ailleurs, la contribution de l'agriculture dans les économies nationales des Etats méditerranéens est particulièrement importante. Certes, la part du secteur agricole dans le produit intérieur brut (PIB) est très faible au Nord (2 à 3 % en moyenne) mis à part pour l'Albanie (25%). A l'inverse, au Sud, la croissance économique dépend souvent du dynamisme agricole. L'agriculture y est vitale pour les économies puisqu'elle pèse aujourd'hui pour 10 à 15 % du PIB (23% en Syrie et 17% au Maroc). Corrélativement, les biens agroalimentaires représentent une part non négligeable dans les échanges commerciaux des pays méditerranéens. La part des produits agricoles dans les importations totales représente toujours 5 à 10% dans les pays du Nord (19% en Albanie) et 10 à 20% dans les pays du Sud (23% en Algérie). Les exportations agricoles demeurent tout aussi stratégiques (entre 15 et 25% des exportations globales) dans les économies nationales de nombreux pays (Grèce, Liban, Chypre, Jordanie et Territoires palestiniens et, dans une moindre mesure, France, Espagne, Maroc et Egypte). Néanmoins, sur les principaux défis actuels de l'agriculture en Méditerranée, il importe de signaler le développement rapide de la malnutrition. En effet, on constate que le mode alimentaire se transforme dans de nombreux pays méditerranéens, en particulier au Maghreb. Ces derniers, par mimétisme, s'alignent sur le modèle de consommation occidental pour ne pas dire nord-américain. Si globalement la sécurité alimentaire quantitative est préservée au Sud de la Méditerranée, une insécurité qualitative tend à s'installer. Tout autant que l'urbanisation des sociétés et l'essor des femmes sur le marché du travail, l'arrivée de la grande distribution (avec l'implantation des hypermarchés à la périphérie des grandes villes) bouleverse certaines habitudes. Comme miroir à ces nouveaux comportements alimentaires, la progression du surpoids et de l'obésité qui frappent les nouvelles générations (au Maghreb, l'obésité touche aujourd'hui 17% des enfants de moins de 5 ans contre 7% en 1995).

La sécurité alimentaire dans ces pays s'est certes globalement améliorée en termes quantitatifs, mais au prix de plus de disparités internes (fracture urbain/rural) et plus de dépendance pour ses approvisionnements. Si l'on mesure le taux de couverture alimentaire du Maghreb, on observe ainsi que de 1970 à 2000, il a été divisé par quatre, passant de 116 à 23%.

Dalila B.

FUTURS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES EN MEDITERRANEE

Cinq chantiers pour inverser la tendance

■ Dans sa dernière livraison sur les futurs agricoles et alimentaires en méditerranée, le Ciheam propose le lancement de cinq chantiers pour relancer l'agriculture dans les pays riverains de la côte Sud et Est.

"Les émeutes de la faim" qui se sont déroulées au Maroc l'an dernier, aujourd'hui en Egypte, remettent au cœur de l'actualité la problématique agricole sur le pourtour méditerranéen. Dans son rapport qu'il vient de rendre public, *Mediterra 2008*⁽¹⁾, le Centre international des hautes études agronomiques et méditerranéennes (Ciheam), dresse un diagnostic sans complaisance de la situation alimentaire des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée et propose un certain nombre de pistes pour corriger la tendance.

Premier constat, la rive Sud et Est de la Méditerranée fait face à une démographie galopante. "La Méditerranée qui comptait deux habitants sur la rive Nord pour un au Sud en 1960 en comptera deux au Sud et un au Nord en 2020, observe Bertrand Hervieu, secrétaire général du Ciheam. Cette population est fortement urbanisée et se concentre sur le littoral "d'Agadir à Istanbul".

DÉPENDANCE ALIMENTAIRE

Mais contrairement à ce qui s'est produit en Europe qui a connu un important exode agricole et rural, la population rurale reste encore très nombreuse et a même tendance à augmenter dans certains pays. D'ailleurs, la population active agricole reste très nombreuse : elle représente un tiers de la population active, voire davantage

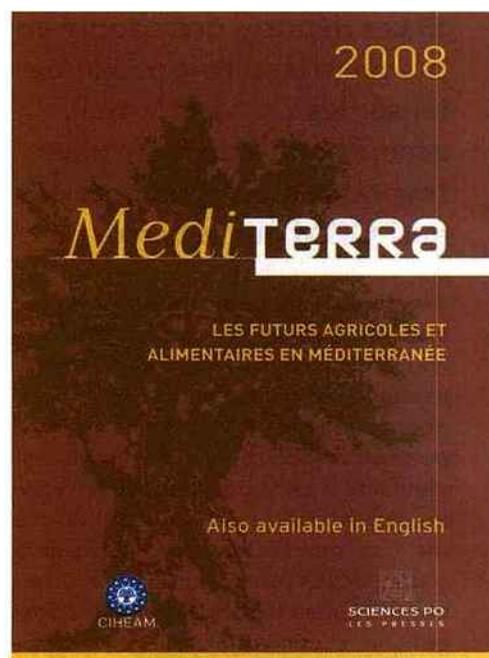
comme en Turquie (43 %) et la part de l'agriculture dans le PIB dépasse les 10 % contre moins de 5 % sur la rive Nord.

Plus préoccupant, ces pays sont de plus en plus dépendants de l'extérieur pour leur approvisionnement alimentaire : "l'Algérie, l'Egypte et le Maroc sont les premiers importateurs de produits agricoles du monde", constate Bertrand Hervieu. Alors qu'ils ne représentent que 3 % de la population mondiale, ils importent 15 % des céréales et leurs importations ont été multipliées par 20 en quarante ans.

Premier chantier pour ces pays pour inverser la tendance : produire plus et mieux en gérant au mieux les ressources naturelles, l'eau en particulier, estime le Ciheam. "Mais attention de ne pas copier le modèle européen en raison de l'importance de la population active agricole dans ces pays, avertit Bertrand Hervieu. Nous devrions davantage regarder vers le Vietnam qui a conservé une forte population agricole que vers la Grande-Bretagne qui a privilégié l'exode rural à outrance", dans son passé.

STRUCTURATION DES FILIÈRES

Deuxième chantier : promouvoir la sécurité alimentaire aussi bien en termes quantitatif que qualitatif. "Ce chantier est considérable, estime le Ciheam, puisqu'il renvoie non seulement à l'agriculture elle-même, mais aussi à l'industrie et au commerce". En mettant l'accent sur le modèle alimentaire méditerranéen plutôt que sur le standard alimentaire occidental qui se développe avec l'émergence d'une classe moyenne et urbanisée et l'arrivée de la grande distribution dans ces pays. Celle-ci privilégie plutôt les achats extérieurs de préférence à l'approvisionnement local. C'est la raison pour laquelle le Ciheam insiste sur la structuration des filières locales face à la mondialisation des échanges et à la concurrence de plus en plus vive des produits importés.



"Mais favoriser les filières de production, c'est aussi promouvoir les espaces qui les portent... et dans ces pays où les villes et les littoraux sont saturés, les territoires ruraux doivent faire l'objet des plus grandes attentions pour prévenir un exode déstabilisant", conseille le Ciheam qui insiste également sur la nécessité d'accroître l'effort de recherche et de formation dans le secteur agricole et alimentaire. En tout cas, Bertrand Hervieu n'hésite pas à évoquer des scénarios catastrophes si rien n'est fait : aggravation des désordres alimentaires et environnementaux, multiplication des tensions géopolitiques dans une zone qui n'est guère épargnée actuellement par le conflit israélo-palestinien et l'instabilité de l'Irak et de l'Iran proches. ■

Actuagri

(1) *Mediterra 2008*. Disponible aux presses de Sciences Po, 117 bd Saint Germain 75006 Paris. Prix 32 € TTC + frais de port 3,70 €. En vente également sur le site <http://www.pressedesciencespo.fr>



RECHERCHER



LA MISSION D'ANIMATION DES AGROBIOLOGIQUES (MAA) est un centre de débats public. Elle est financée par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche dans le cadre d'un contrat quadriennal ENFA-DGER-Région.

LA MISSION
PRESENTATION
CONTACT
PARTENAIRES
NEWSLETTER

MISSION D'ANIMATION DES AGROBIOLOGIQUES

SCIENTES ET SOCIETE
AGRICULTURE ET SOCIETE
ALIMENTATION ET SOCIETE
PORTRAITS

CAFE DEBATS A MARCIAC

UNIVERSITE D'ETE A MARCIAC

LE CAFE DE L'AGRICULTURE

PUBLICATIONS

EN COLLABORATION

NOS SELECTIONS

AGRICULTURE ET SOCIETE

 **IMPRIMER L'ARTICLE**

VIENT DE PARAÎTRE, AUX ÉDITIONS LES PRESSES DE SCIENCES PO

MEDITERRA 2008 : LES FUTURS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES EN MÉDITERRANÉE (SÉLECTION D'OUVRAGE)

RAPPORT ANNUEL DU CIHEAM



Pour son dixième rapport annuel, le **Ciheam**, le Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes, nous propose un ouvrage pour penser la situation agricole, alimentaire et rurale de la Méditerranée à l'horizon 2020 et s'interroger sur son devenir. Un document qui tombe à point nommé dans un contexte marqué à la fois par le retour de l'agriculture sur le devant de la scène et la relance du débat politique sur les modalités pratiques de la coopération méditerranéenne.

Ainsi, comme le rappelle **Bertrand Hervieu**, secrétaire général du Ciheam qui a dirigé l'ouvrage, *"ce rapport s'inscrit dans une période caractérisée par une sensibilité environnementale renforcée, des préoccupations alimentaires et nutritionnelles grandissantes ou de redécouverte de la question agricole et rurale comme pilier pour le développement des sociétés"*.

Plus qu'un rapport, il s'agit là d'un outil stratégique, d'une base de discussion et d'aide à la décision, et, ne l'oublions pas, d'un travail d'analyse ayant mobilisé des équipes méditerranéennes pluridisciplinaires faisant ici *"oeuvre collective et non pas chemins individuels"*. Un ouvrage que la [Mission Agrobiosciences](#) vous invite à découvrir...

Résumé

"Dans un contexte marqué par le retour de la question agricole au cœur de l'[actualité internationale](#), Mediterra 2008 propose un dossier prospectif sur les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée, et s'invite dans le débat sur les politiques de coopération au sein du bassin méditerranéen. Mediterra 2008 souligne le rôle stratégique et la dimension multisectorielle de l'agriculture en Méditerranée, à travers un diagnostic des dynamiques à l'œuvre et l'identification de chantiers prioritaires dans la région, pour y construire l'avenir. Fort de ces analyses pluridisciplinaires, l'ouvrage propose quatre scénarios globaux à l'horizon 2020. Destiné aux responsables politiques et professionnels du monde euro-méditerranéen, Mediterra 2008 offre une base de discussion et d'aide à la décision, et plaide pour l'émergence d'une solidarité agricole et environnementale à l'échelle euro-méditerranéenne. Dans un monde devenu polycentrique, l'Europe et la Méditerranée doivent impérativement [s'associer](#) pour ne pas s'affaiblir mutuellement."

Le Ciheam

Créé en 1962, le Ciheam est une organisation intergouvernementale qui réunit désormais treize Etats membres du bassin méditerranéen. Structuré autour d'un secrétariat général situé à Paris et de quatre instituts agronomiques méditerranéens localisés à Bari (Italie), Chania

Dans cette rubrique

[Avec la Grande Distribution : maintien du tissu social et proximité garantie !](#)

[Qui va nourrir le monde ? Vers des agricultures diverses et durables, moteurs du développement](#)

[Les publications de la Mission Agrobiosciences sur : L'agriculture et les bioénergies](#)

[« Quelles agricultures face au défi alimentaire mondial ? »](#)

[Bâtir dans les campagnes. Les enjeux de la construction de la Protohistoire au XXe siècle. \(Sélection d'ouvrage\)](#)

[Pour entendre les signaux faibles...](#)

[Les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée](#)

[Champs et contrechamp : Cinéma et territoires](#)

[Ciel ! Ma prairie. Aventures paysagères](#)

[Cinéfeuille cultive la biodiversité](#)

[En mai, on fête aussi le commerce équitable](#)

[Participez à la consultation du public sur les grandes orientations et les objectifs de gestion de l'eau pour 2010-2015](#)

[Les carrefours de l'innovation agronomique : Productions végétales et sécheresse](#)

[Après l'Assemblée, les OGM font parler d'eux au Sénat](#)

(Grèce), Montpellier (France) et Saragosse (Espagne), ses principales missions portent sur la formation, la recherche et la coopération. Le Ciheam est présidé par Abdelaziz Mougou ; Bertrand Hervieu en est le secrétaire général.

L'Université d'Eté de l'Innovation Rurale fait des émules... en Hongrie !

Mediterra : les futurs agricoles et alimentaires en méditerranée, sous la direction scientifique de Bertrand Hervieu, Ed. Les presses de Sciences Po, 2008, 368p, 32€
L'ouvrage est publié en cinq langues : français, anglais, espagnol, arabe et italien.

De Bertrand Hervieu, on peut lire notamment sur le site de la Mission Agrobiosciences :

- ▶ **"Agriculture : neuf paradoxes et quatre pistes pour avancer"**, dans le cadre de la **9^e Université d'Eté** de Marciac
- ▶ **"Sans doute faut-il que l'agronomie et les agronomes acceptent d'abord de terminer une histoire avant d'en commencer une autre"**

Sur le thème de la "Méditerranée", lire aussi :

- ▶ **"L'agriculture des pays méditerranéens du Sud, entre conquête des marchés européens et réponse aux besoins de subsistance"**, par Gérard Ghersi, directeur de l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM) et Omar Bessaoud, enseignant-chercheur à l'IAMM, dans le cadre des **cafés-débats** de Marciac
- ▶ **"Une Pac, oui, mais pour une Politique ALIMENTAIRE Commune"**, par Lucien Bourgeois, conseiller du président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture et directeur des études économiques et de la prospective.
- ▶ **"Les sciences arabes : un âge d'or qui rayonne encore"**, par Ahmed Djebbar, dans le cadre de l'**Université des Lycéens**
- ▶ **"L'agriculture française, vue depuis les Pays du Sud !"**, par Omar Bessaoud, enseignant-chercheur au IAM Montpellier, et Alexis Krycève, directeur marketing d'Alter Eco, dans le cadre de la **10^e Université d'Eté** de Marciac.

Accéder à toutes les Publications : Alimentation et Société Des conférences-débats, tables rondes, points de vue et analyses afin de mieux cerner les problématiques sociétales liées au devenir de l'alimentation. Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences.

Accéder à toutes les publications « l'Alimentation en question dans "Ça ne mange pas de pain !" (anciennement "Le Plateau du J'Go"). Les actes de l'émission de la Mission Agrobiosciences sur l'actualité de Alimentation-Société diffusée sur Radio Mon País (90.1), les 3^{ème} mardi (17h30-18h30) et mercredi (13h-14h) de chaque mois. Revues de presse et des livres, interviews et tables rondes avec des économistes, des agronomes, des toxicologues, des historiens... mais aussi des producteurs et des cuisiniers. Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences

Accéder à toutes les publications : Agriculture et Société Des conférences-débats, tables rondes, points de vue et analyses afin de mieux cerner les problématiques sociétales liées au devenir de l'agriculture. Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences.

Accéder à tous les Entretiens et Publications : "OGM et Progrès en Débat" Des points de vue transdisciplinaires... pour contribuer au débat démocratique. Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences.

Accéder à toutes les publications : Sur le bien-être animal et les relations entre l'homme et l'animal Pour mieux comprendre le sens du terme bien-être animal et décrypter les nouveaux enjeux des relations entre l'homme et l'animal. Avec les points de vue de Robert Dantzer, Jocelyne Porcher, François Lachapelle... Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences

Accéder à toutes les Publications : "Sciences-Société-

Décision Publique"de la Conversation de Midi-Pyrénées.
Une expérience pilote d'échanges transdisciplinaires pour éclairer et mieux raisonner, par l'échange, les situations de blocages « Science et Société » et contribuer à l'éclairage de la décision publique. Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences.

Accéder à toutes les Publications : Science et Lycéens.
Les cahiers de l'Université des Lycéens, moment de rencontres entre des chercheurs de haut niveau, des lycéens et leurs enseignants. Des publications pédagogiques, agrémentées d'images et de références pour aller plus loin, qui retracent la conférence du chercheur et les questions des lycéens. Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences

Accéder à toutes les Publications : L'agriculture et les bioénergies. Depuis 2005, nos articles, synthèses de débats, revues de presse, sélections d'ouvrages et de dossiers concernant les biocarburants, les agromatériaux, la chimie verte ou encore l'épuisement des ressources fossiles...
Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences

Accéder à toutes publications Histoires de... »- Histoire de plantes (gui, luzerne, betterave...), de races animales, de produits (foie gras, gariguettes...) pour découvrir leur origine humaine et technique et donc mieux saisir ces objets. Editées par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences.

Accéder à toutes les publications. Sur l'eau et ses enjeux.
De la simple goutte perlant au robinet aux projets de grands barrages, d'irrigations en terres sèches... les turbulences scientifiques, techniques, médiatiques et politiques du précieux liquide. Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences.

Accéder à toutes les publications Produits de terroir, appellations d'origine et indications géographiques. Pour tout savoir de l'avenir de ces produits, saisir les enjeux et les marges de manoeuvre possibles dans le cadre de la globalisation des marchés et des négociations au plan international. Mais aussi des repères sur les différents labels et appellations existants. Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences.

Accéder aux Carnets de Voyages de Jean-Claude Flamant. De Budapest à Alger, en passant par la Turquie ou Saratov en Russie, le regard singulier d'un chercheur buissonnier en quête de sens. Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences

ACCEDER A LA TOTALITE DE LA REVUE DE PRESSE DE LA MISSION AGROBIOSCIENCES

© 2004-2007 [Nuances-du-sud.fr](http://www.nuances-du-sud.fr)

Agriculture mondiale

AGRICULTURES D'AGADIR À ISTAMBUL

Cinq chantiers pour inverser une tendance inquiétante

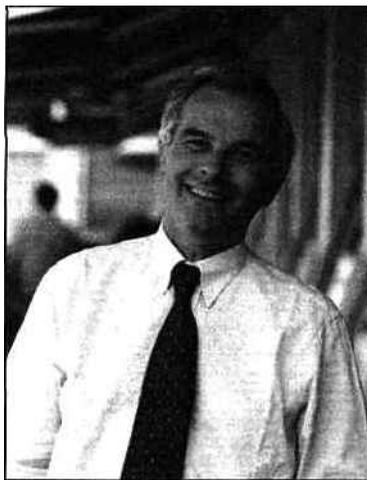
Suite aux émeutes de la faim, dans sa dernière livraison sur les futurs agricoles et alimentaires en méditerranée, le Ciheam propose le lancement de cinq chantiers pour relancer l'agriculture dans les pays de la côte Sud et Est.

“**L**ES émeutes de la faim” qui se sont déroulées au Maroc l’an dernier, aujourd’hui en Egypte, remettent au cœur de l’actualité la problématique agricole sur le pourtour méditerranéen. Dans son rapport qu’il vient de rendre public, *Mediterra 2008*⁽¹⁾, le Centre international des hautes études agronomiques et méditerranéennes (Ciheam), dresse un diagnostic sans complaisance de la situation alimentaire des pays du Sud et de l’Est de la Méditerranée et propose un certain nombre de pistes pour corriger la tendance.

Premier constat, la rive Sud et Est de la Méditerranée fait face à une démographie galopante. “*La Méditerranée qui comptait deux habitants sur la rive Nord pour un au Sud en 1960 en comptera deux au Sud et un au Nord en 2020*” observe Bertrand Hervieu, secrétaire général du Ciheam. Cette population est fortement urbanisée et se concentre sur le littoral “*d’Agadir à Istanbul*”.

Dépendance alimentaire

Mais contrairement à ce qui s’est produit en Europe qui a connu un important exode agricole et rural, la population rurale reste encore très nombreuse et a même tendance à augmenter dans certains pays. D’ailleurs, la population active agricole reste très



Bertrand Hervieu, secrétaire général du CIHEAM.

nombreuse : elle représente un tiers de la population active, voire davantage comme en Turquie (43 %) et la part de l’agriculture dans le PIB dépasse les 10 % contre moins de 5 % sur la rive Nord.

Plus préoccupant, ces pays sont de plus en plus dépendants de l’extérieur pour leur approvisionnement alimentaire : “*L’Algérie, l’Egypte et le Maroc sont les premiers importateurs de produits agricoles du monde*”, constate Bertrand Hervieu. Alors qu’ils ne représentent que 3 % de la population mondiale, ils importent 15 % des céréales et leurs importations ont été multipliées par 20 en quarante ans.

Premier chantier pour ces pays pour inverser la tendance : produire plus et mieux en gérant au mieux les ressources naturelles, l’eau en particulier, estime le Ciheam. “*Mais attention de ne pas copier le modèle européen en raison de l’importance de la population active agricole dans ces pays*”, avertit Bertrand Hervieu. “*Nous devrions davantage regarder vers le Vietnam qui a conservé une forte population agricole plutôt que vers la Grande-Bretagne qui*

a privilégié l’exode rural à outrance”, dans son passé.

Structuration des filières

Deuxième chantier : promouvoir la sécurité alimentaire aussi bien en termes quantitatifs que qualitatifs. “*Ce chantier est considérable, estime le Ciheam, puisqu’il renvoie non seulement à l’agriculture elle-même, mais aussi à l’industrie et aussi au commerce*”. En mettant l’accent sur le modèle alimentaire méditerranéen plutôt que sur le standard alimentaire occidental qui se développe avec l’émergence d’une classe moyenne et urbanisée et l’arrivée de la grande distribution dans ces pays. Celle-ci privilégie plutôt les achats extérieurs de préférence à l’approvisionnement local. C’est la raison pour laquelle le Ciheam insiste sur la structuration des filières locales face à la mondialisation des échanges et à la concurrence de plus en plus vive des produits importés.

“*Mais favoriser les filières de production, c’est aussi promouvoir les espaces qui les portent. Et dans ces pays où les villes et les littoraux sont saturés, les territoires ruraux doivent faire l’objet des plus grandes attentions pour prévenir un exode déstabilisant*”, conseille le Ciheam qui insiste également sur la nécessité d’accroître l’effort de recherche et de formation dans le secteur agricole et alimentaire.

En tout cas, Bertrand Hervieu n’hésite pas à évoquer des scénarios catastrophes si rien n’est fait : aggravation des désordres alimentaires et environnementaux, multiplication des tensions géopolitiques dans une zone qui n’est guère épargnée actuellement par le conflit israélo-palestinien et l’instabilité de l’Irak et de l’Iran proches.

⁽¹⁾ *Mediterra 2008. Disponible aux presses de Sciences Po, 117 bd Saint Germain 75006 Paris Prix 32 € TTC + frais de port 3,70 € En vente également sur le site <http://www.pressesdesciencespo.fr>*

A lire

LES FUTURS AGRICOLES ALIMENTAIRES EN MÉDITERRANÉE

« Au moment où l'on se pose la question de la coopération euro-méditerranéenne, on doit se poser la problématique de l'agriculture méditerranéenne comme terrain propice pour concrétiser des solidarités dans la région et penser, en des termes nouveaux, l'avenir de cette coopération » annoncent en introduction les auteurs du livre. C'est une réflexion prospective sur l'avenir de l'agriculture du pourtour méditerranéen que propose ce 10^e rapport annuel du Ciheam (Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes).

Premier constat, les pays du sud de la Méditerranée connaissent une explosion démographique qui s'accompagne d'une augmentation de la population rurale. Contrairement au Nord où l'urbanisation a désertifié les campagnes, le Sud est de plus en plus confronté à une surexploitation de ses terres agricoles. Seulement, le développement d'une classe moyenne solvable ne profite pas à cette population rurale mais aux produits d'importation. À titre d'exemple, les trois pays du Maghreb importent 15 % des céréales mises sur le marché mondial pour une population qui représente

3 % des habitants de la Terre. A cela s'ajoutent des ressources en eau limitées et un déficit d'accès aux innovations techniques.

Passé ce diagnostic, l'ouvrage des experts du Ciheam propose une série de priorités d'action pour éviter que la situation ne stagne ou ne s'empire. Les pays du Sud doivent trouver un modèle qui leur permet de produire plus et mieux tout en ménageant les ressources naturelles, d'assurer la sécurité alimentaire des consommateurs et de structurer les filières. « Ce modèle est peut-être à chercher du côté du Vietnam, suggère Bertrand Hervieu directeur du Ciheam, qui a mis au point un modèle écologiquement intensif et peu mécanisé qui a fait de cette société agraire une grande puissance exportatrice de produits agricoles ». Dans tous ces domaines mais aussi pour la recherche et l'innovation des accords euro-méditerranéens seraient selon les auteurs un moteur essentiel de développement.

MediTerra, les futurs agricoles alimentaires en Méditerranée, sous la direction de Bertrand Hervieu — Co-édité par les Presses de SciencesPo et le Ciheam — Prix : 32€

De la dépendance alimentaire à la faim

Méditerranée. Le Centre international des hautes études agronomiques et méditerranéennes (Ciheam*) dresse un diagnostic alarmant des futurs agricoles et alimentaires des pays du Sud et de l'Est de la « Grande Bleue ».

L'été dernier, des émeutes de la faim avaient déjà secoué Casablanca, Alger, Tunis et Alexandrie. Depuis quelques semaines, les citadins du Caire et de toute l'Egypte manifestent à nouveau contre l'envol du prix des denrées alimentaires de première nécessité tout comme, plus au sud, les habitants d'Abidjan, Dakar ou Douala. Des cas d'urgence auxquels il faut faire face, mais sans oublier qu'ils révèlent la situation de profonde dépendance alimentaire à laquelle de nombreux pays du Sud ont été condamnés par les politiques dites de « développement » et d'« ajustement structurel » de la Banque mondiale et du FMI. Sans oublier non plus qu'ils remettent également en question les politiques agricoles des pays riverains de la méditerranée eux-mêmes, voire celle de l'Union européenne.

Dans le rapport *Mediterra 2008, les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée* (1), qu'il vient de rendre public, le Ciheam

rappelle que les rives Sud et Est de la Méditerranée font face à un fort essor démographique. Très jeune et fortement urbanisée, la population se concentre sur le littoral « d'Agadir à Istanbul ». Mais la population rurale reste encore très nombreuse et a même tendance à augmenter dans certains pays. Et la population active agricole reste très nombreuse : elle représente un tiers de la population active, voire davantage comme en Turquie (43 %). Ce pays occupe cependant une place spécifique : il fournit à lui seul la moitié des exportations agroalimentaires des pays du Sud et de l'Est méditerranéen. Un contraste saisissant avec les autres pays, de plus en plus dépendants de l'extérieur pour leur approvisionnement alimentaire : l'Algérie, l'Egypte et le Maroc sont aujourd'hui les premiers importateurs de produits céréaliers du monde. « Une dépendance qui n'est pas un hasard de l'histoire », constate Bertrand Hervieu, le secrétaire général du

Ciheam pour qui la situation de cette région est « *un précipité chimique des contradictions et des tensions, des écarts et des conflits liés à la mondialisation* ».

DES PRIORITÉS D'ACTION POUR INVERSER LES TENDANCES

Au nom du dogme libéral des avantages comparatifs, les institutions internationales ont poussé ces pays à importer des céréales plutôt qu'à les produire. Et l'aide publique pour le développement des petites exploitations agricoles et l'équipement du milieu rural s'est tarie. Quant à la révolution des supermarchés dans les villes, elle a conduit les classes moyennes solvables à consommer selon les standards de consommation internationaux, délaissant les productions locales, aggravant la coupure entre la ville et la campagne. C'est finalement la spirale de la dépendance agroalimentaire, du déficit du commerce extérieur, de la dette publique et du non-développement

qui s'est imposée.

Le Ciheam propose d'ouvrir plusieurs chantiers pour inverser cette spirale. D'abord produire plus et mieux en gérant au mieux les ressources naturelles, l'eau en particulier. « *Mais attention de ne pas copier le modèle européen* », conseille Bertrand Hervieu. « *Nous devrions davantage regarder vers le Vietnam qui a conservé une forte population agricole que vers la Grande-Bretagne qui a privilégié l'exode rural à outrance* », dans son passé.

Autre chantier : promouvoir la sécurité alimentaire en mettant l'accent sur le modèle alimentaire méditerranéen plutôt que sur le standard alimentaire occidental. Raison pour laquelle le Ciheam insiste également sur l'organisation des producteurs et des filières locales face à la mondialisation des échanges et à la concurrence de plus en plus vive des produits importés.

Enfin, rien ne peut réussir sans améliorer les conditions de vie des populations

rurales et développer leurs potentialités. « *Les territoires ruraux doivent faire l'objet des plus grandes attentions pour prévenir un exode déstabilisant* », conseille le Ciheam qui insiste également sur la nécessité d'accroître l'effort de recherche et de formation dans le secteur agricole et alimentaire. Il s'agit, précise Bertrand Hervieu, « *d'imaginer des voies spécifiques multiples en Méditerranée* », sans quoi cette zone est promise à l'aggravation des désordres alimentaires et environnementaux et à la multiplication des tensions géopolitiques. ■

Cécile Chacain

(*) Le Ciheam a été créé en mai 1962, à l'initiative conjointe de l'OCDE et du Conseil de l'Europe. C'est une organisation intergouvernementale qui réunit aujourd'hui treize Etats membres du bassin méditerranéen (Albanie, Algérie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie et Turquie).

(1) *Mediterra 2008. Les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée*, Édition Presses de Sciences Po et Ciheam, 368 p., 32 euros: ...



LE MONDE PEUT RELEVER LE DÉFI ALIMENTAIRE

Devant l'inflation sans précédent des prix mondiaux des produits agricoles, le constat d'échec des politiques alimentaires fondées sur l'importation des denrées de base est sans appel. Et de nombreux experts et dirigeants d'organisations internationales critiquent aujourd'hui ouvertement la libéralisation des marchés et la division internationale du travail, érigées en piliers d'un modèle de développement universel. Car ce sont toujours les plus pauvres qui souffrent des aléas du marché. Pendant des décennies, les paysans ont souffert de la baisse des prix agricoles internationaux et la hausse est aujourd'hui trop brutale pour qu'ils puissent s'y adapter. De leur côté, les pauvres des villes sensés profiter de la mondialisation sont affamés par la spéculation sur les matières premières agricoles. Tous sont perdants et vont devoir rebâtir une agriculture assurant leur sécurité alimentaire. Mais, pour cela, les idées et les énergies ne manquent pas.

Un rapport de l'Unesco réalisé par quatre cents scientifiques préconise la mise en place de modèles agricoles favorables aux petites exploitations. Il recommande « *d'accroître la valeur ajoutée locale et la valeur engrangée par les petits exploitants et les ouvriers agricoles* ». Sur cette base, ils demandent que les politiques publiques encouragent la multifonctionnalité, l'amélioration de la productivité respectueuse de l'écologie locale, la préservation de la biodiversité et la multiplication des réseaux de savoir et de formation. On n'est pas loin des thèses sur la « *révolution doublement verte* » défendues en France par le chercheur Michel Griffon... ni même des idées présentées par Jacques Carles au nom du Mouvement pour une organisation mondiale de l'agriculture (lire ci-contre). Directeur général de l'organisation des Nations unies pour l'alimentation (FAO), Jacques Diouf avait tiré la sonnette d'alarme depuis plusieurs mois face à la dégradation de la situation alimentaire dans le monde. Évoquant la situation de l'Afrique dans une tribune du journal *Le Monde*, il pense que du côté de l'offre, comme de la demande, plusieurs phénomènes laissent présager la persistance de prix élevés dans les prochaines années. Pour autant il pense que l'Afrique peut « *se préserver de crises alimentaires endémiques* » alors que sa population devrait plus que doubler dans les quarante prochaines années, à la condition de « *compter sur son propre potentiel agricole* ». Encore faudra-t-il que les politiques publiques soutiennent l'Afrique « *au-delà des réponses d'urgence* », souligne-t-il, avant de donner rendez-vous aux « *hauts dirigeants du monde* », en juin, à l'occasion du prochain sommet de la FAO. ■ E.G.

Dans l'ensemble, remarque l'auteur, des réformes favorables pour la femme ont été entreprises, bien qu'elles soient encore trop fragiles et rares.

Michael Willis écrit sur la politique berbère, l'un des chapitres les plus intéressants. Pendant de nombreuses années, la question de l'identité berbère et de la Kabylie a reçu très peu d'attention ou a été considérée comme tabou ou objet d'une manipulation excessive en tant que contrepoids à l'islamisme. Cependant, depuis les années quatre-vingt-dix, défendre l'identité berbère ou kabyle n'est plus considéré comme une agression contre l'Etat national ainsi qu'il en était de par le passé. Et au Maroc en particulier, la culture *amazigh*, ses traditions et sa langue, sont défendues par le Roi même.

« Repenser la sécurité maghrébine » présente la question du multilatéralisme et de la dénationalisation de la sécurité maghrébine. On y souligne le dialogue entre l'OTAN et les pays du Maghreb comme une façon de confier aux armées maghrébines des affaires de sécurité, ce qui implique qu'elles peuvent opérer conjointement avec les forces de l'OTAN. Bien que l'auteur ne s'oppose pas en principe à une telle évolution, il tire la sonnette d'alarme vis-à-vis du risque qui pourrait faire que la dénationalisation des politiques de sécurité maghrébine conduise à la dissolution de l'identité de la sécurité régionale. Le problème au Maghreb, ainsi qu'au Mashrek, est le vide en sécurité et l'absence d'un système de sécurité commun qui le remplisse.

Ce compte-rendu ne peut englober toute la richesse d'un livre aussi largement documenté et bien écrit. En tant que lecteur, je le recommande sans aucun doute à tous les étudiants et je crois fermement que tous ceux qui s'intéressent au Maghreb devraient avoir accès à lui. Nous devons féliciter Amirah Fernández et Zoubir pour leur travail au moment d'éditer une collection de document aussi riche.

B.K. directeur du Centre d'Etudes et de Recherches sur le Monde Arabe contemporain. Université Catholique de Louvain



**MediTerra 2008.
Les futures agricoles
et alimentaires
en Méditerranée**

CIHEAM-Sciences Po.
Les Presses.
356 pp.

La seconde édition de l'annuaire *MediTerra* est publiée en espagnol et en français (des éditions en anglais, italien et arabe sont également disponibles). Cet ouvrage est élaboré par le Centre de hautes études agronomiques de la Méditerranée (CIHEAM ; www.ciheam.org), une organisation intergouvernementale qui réunit 13 pays méditerranéens et les Instituts Agronomiques Méditerranéens de Bari, Montpellier, Chania et Saragosse. Cet annuaire sur l'agriculture méditerranéenne (l'édition de 2007 fut consacrée à « Identité et qualité des produits alimentaires méditerranéens ») est devenu une source de référence incontournable sur ce secteur, et c'est là son plus grand intérêt, comme un point de convergence des défis culturels, géopolitiques, sociaux, environnementaux et économiques que doit affronter la Méditerranée (pour une synthèse très serrée de son contenu, voir l'article de Sébastien Abis et Pierre Blanc dans *AFKAR/IDEES* n° 17, p. 70-73).

Cette année, l'annuaire offre une rigoureuse et exhaustive vision prospective de la situation agricole, alimentaire et rurale, fruit de plus de deux ans de travail d'une équipe de 14 auteurs et une cinquantaine d'experts. Après une analyse complète de l'agriculture et de la situation agroalimentaire dans la région méditerranéenne, illustrée avec de nombreuses cartes, tableaux et graphiques qui offrent des clés de lecture sur le contexte socioéconomique et géoéconomique, les ressources naturelles (ce qui inclut les effets du réchauffement de la planète, l'eau, l'énergie et les terres agricoles : « nous sommes arrivés à la limite », constate-t-on p. 117), les tendances de la diète et la consommation de produits agroalimentaires et

l'évolution de science et la technologie dans le secteur, en plus de la « gouvernance agricole » (l'ensemble des acteurs et des politiques qui ont des répercussions sur le secteur agricole et leurs interactions), on prône une série de priorités pour l'action bien spécifiées à partir de quatre scénarios possibles d'avenir. Le premier scénario continuiste ou tendancier d'une « Méditerranée sans convictions » se caractérise par une augmentation continue des inégalités et des fractures (économique, technologique, mais aussi sociale et environnementale) ; le deuxième est un scénario de crise « Méditerranée sous tensions » ; le troisième est un scénario plus positif de réaction des pays méditerranéens face aux défis de la globalisation mais de façon fragmentée et basée sur les intérêts strictement nationaux et sur des partenariats opportunistes à géométrie variable ; et finalement, le quatrième scénario optimale, et volontariste dans le meilleur sens du terme, pré-suppose « Une euro-Méditerranée en confiance ».

Il est clair, en partant de la définition de ces scénarios, que *TerraMed 2008* se base dans l'existence de défis complexes et communs à tous les pays méditerranéens pour préconiser la recherche de solutions communes et intégrales, en pariant sur une promotion de le partenariat euroméditerranéen qui permette de donner un contenu à une solidarité agricole et environnementale euroméditerranéenne que la géographie impose mais que, jusqu'ici, la politique a trop tardé à mettre en pratique. Cette approche « régionaliste » (ou « méditerranéiste ») et intégrée, basée précisément sur une technique avec une longue tradition en France que la prospective (« Le futur ne se prévoit pas, le futur se prépare »), contribue au débat sur la coopération euroméditerranéenne à un moment où le projet français d'Union pour la Méditerranée, qui semble privilégier les approches partielles et nettement economicistes, articulé exclusivement autour de projets concrets, semble s'être emparé de l'agenda politique.

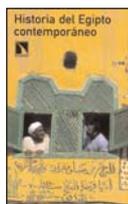
Mais l'intérêt de cette publication va au-delà de l'agriculture. Son exercice

de prospective est très révélateur et est valable au-delà du secteur agricole pour l'ensemble de la Méditerranée, dans la mesure où il met en relief que le *statut quo* n'est pas une option. On y remarque que le scénario de crise sera de plus en plus probable si l'on n'agit pas, et que le scénario optimiste « Une euro-Méditerranée en confiance » peut disparaître du spectre des avenir possibles si l'on ne commence pas à le construire immédiatement ; « renoncer maintenant à cette option pourrait avoir des conséquences très lamentables dans l'avenir » (p. 344). Les sept orientations générales pour l'action et les 13 propositions techniques spécifiques qui font conclusion à ce travail constituent no tant le point final que le point de départ pour la discussion politique, maintenant que les relations entre l'Europe et les pays du sud de la Méditerranée en général, et l'agriculture en particulier, réclament à nouveau l'attention des politiciens et experts.

A un moment où l'augmentation exorbitante des prix des aliments, avec tous les risques que cela comporte, a replacé l'agriculture au centre du débat sur le développement dans le monde, cette publication offre de façon très accessible pour les non initiés une source inépuisable de ressources, ainsi qu'une vision d'ensemble et les clés fondamentales d'interprétation pour se faire une idée sur ce sujet. En Espagne, qui a agit pendant trop longtemps en tant que tête de file de l'opposition à la libéralisation agricole européenne vers les pays du sud de la Méditerranée, en Europe, qui se prépare à entreprendre un « bilan de santé » de sa politique agricole commune, qui a montré jusqu'ici un parfait autisme quant aux défis que pose son voisinage sud le plus immédiat, et au Maghreb, où la sécurité alimentaire est l'un des vecteurs fondamentaux de la stabilité sociale (ainsi que le démontrent les émeutes qui ont commencé à se produire en Algérie, au Maroc et même en Tunisie du fait de la hausse des prix) et où le milieu rural continue d'héberger plus d'un tiers de la population, il s'agit d'une lecture très utile. Pour les négociateurs et experts en sujets euroméditerranéens, nous sommes tout simplement face à un au-

thentique vade-mecum agricole, un ouvrage de référence pour emmener avec eux au cours de leurs voyages.

I.M. Instituto Complutense de Estudios Internacionales



Historia del Egipto contemporáneo

Bárbara Azaola Piazza,
Los libros de La Catarata,
Madrid 2008.
225 pp.

Ainsi que certains égyptiens se plaisent à faire remarquer, connaître l'histoire d'Égypte c'est connaître et comprendre nombre de situation, de processus et d'impasse apparent qu'affronte la région. La lecture du livre de Barbara Azaola publié par La Catarata devient indispensable.

Situé au cœur du monde arabe, l'Égypte a été un pays leader dans la zone, creuset de cultures, objets d'appétences coloniales et chercheur continu d'une forme de gouvernement avec lequel maintenir son leadership et faire avancer ses habitants. Avec une forte tradition réformiste et des aspirations de modernisation, l'Égypte des années vingt du XX^e siècle vécut une expérience de monarchie parlementaire où l'on put déjà observer certaines des difficultés d'ordre pratique et symbolique pour le développement d'un modèle démocratique au-delà des apparences. Les tensions entre le parti Wafd et le monarque étaient accompagnées d'une augmentation des prérogatives de celui-ci, mettant en relief les vellétés autoritaires et de contrôle du domaine politique du gouvernant. Dans sa stratégie de contrôle, on assista à la création et appui de formations extraparlimentaires puissantes face au croissant nationalisme d'entre-deux-guerres. Influencés par les mouvements nationalistes et fascistes européens de l'époque, les associations et mouvements à caractère patriotique cohabitèrent avec d'autres mouvements conservateurs d'inspiration islamique, dont le développement n'était pas mal vu para la monarchie

perçus comme opposition naturelle au parti Wafd et ses élites parlementaires.

Une fois dressé l'espace politique égyptien dans une certaine perspective historique, l'auteur révisé avec une fine analyse les principaux événements de l'histoire contemporaine d'Égypte, faisant un bilan des clés idéologiques, de la situation du pays et de la conjoncture régionale en termes de relations internationales, ainsi que des propositions économiques et sociales que chacun des gouvernants a développé pendant son mandat.

Les chapitres suivants sont consacrés sous forme de monographie à chacun des présidents du pays, – Nasser, Sadate et Moubarak – et leur action politique. L'analyse de l'Égypte de Moubarak est particulièrement intéressante du fait de sa nouveauté et de la proximité dans le temps. Le continuisme autoritaire de l'actuel président – au pouvoir depuis plus d'un quart de siècle – nous montre la consolidation d'un pluralisme contrôlé et exercé dans plusieurs rendez-vous électoraux successifs, ainsi que le contrôle de l'espace politique à travers la division des forces politiques existantes, la légalisation d'une partie d'entre elles, la création de nouvelles forces et la condamnation et persécution d'autres. Les Pactes Nationaux ont limité l'exercice démocratique et la répression de groupes comme les Frères musulmans est un fait quotidien. Malgré cela, l'affluence de forces au moment des élections ne se voit pas, apparemment, touchée.

Le projet du Grand Moyen Orient, la *Freedom Agenda* et l'invasion nord-américaine d'Irak en 2003 ont eu leur impact dans le pays qui, ainsi que le livre l'explique, maintient de compliqués équilibres par son opposition à des initiatives dans la région non appuyées par les Nations unies et par, en même temps, la mise en pratique des recettes de démocratisation dictées de l'extérieure. Certains alignements avec les États-Unis valent au régime de Moubarak un rejet social large, qui se voit renforcer par les doutes sur la succession du président. Connaissant la faible popularité de l'intention de transformer

• FLASH - 4 alpinistes font une chute mortelle dans le massif du Mont-Blanc • FLASH - Le Parlement adopte le principe c

l'Humanité
Hors-série exceptionnel
**CHINE 2008 :
L'ANNÉE DU TIGRE ?**
En vente dès le 23 juin !



Rechercher depuis 7 jours

Soutenir
Pourquoi ? Comment ? Faire un

S'ABONNER
LA DIFFUSION

Expedia.fr Cet été, jusqu'à **-30%** sur vos vacances **RÉSERVEZ MAINTENANT!**

ARCHIVES DOSSIERS SERVICES VIDÉOS DOCUMENTS & INÉDITS L'HUMANITÉ DES DÉBATS CHRONIQUES
LIBRES ECHANGES PLATE-FORME INTERNATIONALE FÊTE DE L'HUMANITÉ

TRIBUNE LIBRE -

Article paru le 23 juillet 2008

ENVOYER
IMPRIMER

IDÉES

Coopérations agricoles en Méditerranée

Quelques grands enjeux économiques à l'heure du réchauffement climatique.

Mediterra, les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée, sous la direction de Bertrand Hervieu, Sciences Po, Les Presses, 372 pages, 32 euros

Après le bilan pour le moins mitigé du sommet de Paris consacré à l'Union pour la Méditerranée (UPM), ce livre consacré aux « futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée » permet d'entrevoir les possibilités de coopération entre les pays des deux rives, mais aussi d'en saisir toute la complexité. Réalisé sous la direction de Bertrand Hervieu, ancien président de l'INRA et actuel secrétaire général du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), l'ouvrage passe en revue le contexte sociodémographique, géo-économique, la question des ressources naturelles, les techniques, les sciences et l'innovation, l'alimentation et l'évolution de la consommation, la gouvernance des mondes ruraux et agricoles.

On y lit que les pays du sud-est méditerranéen (PSEM) « captent 12 % des importations mondiales de céréales alors qu'ils ne représentent que 4 % de la population du monde ». Cette dépendance est appelée à croître dans les prochaines années. Pourtant, en dépit de la proximité géographique, l'Europe et surtout la France exportent peu de céréales sur l'autre rive. L'euro fort et la mondialisation libérale sont les principaux handicaps de notre pays, faute de politiques d'échanges bilatéraux que pourraient promouvoir des contrats à long terme avec un pays comme l'Algérie, gros exportateur de pétrole et de gaz.

Il s'avère qu'une coopération agricole mutuellement avantageuse n'est pas facile à mettre en place entre l'Union européenne et les pays de l'autre rive en raison de la raréfaction de l'eau sous la double pression du réchauffement climatique et de la poussée démographique. Ainsi, il faut aujourd'hui trois mille cinq cents litres d'eau pour produire les trois mille calories susceptibles de bien nourrir une personne pendant 24 heures. Du coup, dessaler de l'eau de mer pour produire des tomates au Maroc pour l'Europe n'est pas la meilleure façon de coopérer.

Cet ouvrage pose davantage de problématiques qu'il ne donne de solutions. Cela n'enlève rien à son utilité dans la mesure où le plus important est aujourd'hui d'éviter de faire de nouvelles bêtises dans le productivisme agricole et le développement anarchique du tourisme.

Gérard Le Puill

DANS LA MÊME RUBRIQUE

Humanité du 23 juillet 2008

Carnet
Des organisateurs hors pair se révèlent à Air Équipement
Plus de 40 élèves par classe

URGENCE!

L'AVENIR DE L'HUMANITÉ EST ENTRE VOS MAINS

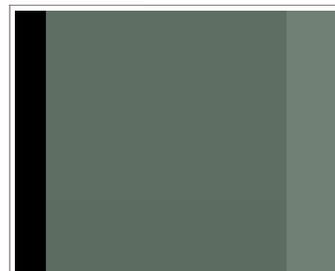
LE FIL

PRATIQUES CITOYENNES AUTOUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
Cycle de débats organisés tous les mardis à 12h30, dans le hall Ouest du Site François Mitterrand de la BnF, du 8 juillet au 26 août. En 1992, lors du sommet de la Terre de Rio, 173 pays adoptent une déclaration qui (...)

ASSIER DANS TOUS SES ÉTATS
Soundpainting – installations – voix – concerts

Fête de l'Humanité 12-13-14 septembre 08
PARC DÉPARTEMENTAL DE LA COURNEUVE
RER B Le Bourget
17 & 3 JOURS
MONDE EN FÊTE (2008)

Les vidéos Arnaud Montebourg, à quelques minutes du scrutin



Toutes les vidéos

PUBLICITÉ -

Expedia.fr

BOUTIQUE -

FONDS D'ECRANS



INTERACTIF -

La newsletter

abonnez vous à la lettre de diffusion

ANNONCES
ALAPAGE.COM
NEWSPRESS

libres échanges
jeunes correspondants

LECTEUR ? PARTICIPATIF
Devenez correspondant de humanite.fr

Humanité
CET ÉTÉ, MÊME EN VACANCES RETROUVEZ L'HUMANITÉ

LIVRES

Soins d'urgence

Face à la dérive gestionnaire, il faut débattre du rôle de l'institution hospitalière

Toutes les réformes hospitalières – les ordonnances Juppé de 1996, le plan « Hôpital 2007 », le projet de réforme annoncé pour cet automne – se traduisent par un nouvel épisode de la guerre des tranchées entre les soignants et les gestionnaires.

Les premiers voient dans les seconds les sectateurs – sous prétexte d'économie budgétaire – d'une approche comptable et technocratique qui nierait la dimension ô combien humaine et sociale du travail hospitalier. Et ce, au risque de provoquer parmi les personnels soignants une crise d'identité professionnelle et de mettre en péril le principe d'égalité d'accès à des soins de qualité.

Les seconds voient dans les premiers les tenants d'une « bureaucratie hospitalière », accrochés à la défense de fiefs de spécialités médicales, avec pour résultat cette même dégradation de la qualité des soins.

François Danet, médecin et sociologue, use de cette double casquette pour reprendre à son compte ces deux types de critiques. Il retrace dans son ouvrage la construction de l'institution hospitalière, passée de sa fonction d'hébergement des déviantes – sous l'égide de la charité chrétienne et de l'ordre social, à celle de lieu d'exercice du savoir médical – pour devenir celui du pouvoir médical, et aboutir à l'évolution plus récente vers « l'hôpital-entreprise », nouveau terrain de jeu de l'idéologie gestionnaire.

L'auteur ne se laisse pas pour autant enfermer dans la « culture de la plainte » qu'ont su développer certains personnels de santé. Il manie les outils de la sociologie et de l'anthropologie pour démontrer au contraire la « dramaturgie » de la médecine urgentiste,

dont la mise en scène politico-médiatique permet l'affirmation d'une nouvelle catégorie professionnelle tout en évitant de s'interroger sur les raisons pour lesquelles l'institution doit ainsi avoir recours à l'urgence.

L'analyse de la crise de la canicule de l'été 2003 comme point culminant des contradictions entre les trois strates historiques de l'hôpital – la charité, la science, la gestion – est l'un des meilleurs moments de l'ouvrage, qui renvoie systématiquement aux travaux de recherche en sciences humaines des organisations et des professions pour mieux appréhender la réalité de l'hôpital.

Mais François Danet ne se contente pas d'une approche critique, qui pourrait tourner à l'entreprise de démolition. Il propose aussi de redonner aux disciplines qu'il utilise – histoire, sociologie, anthropologie – la place qui leur

OU VA L'HÔPITAL ?

François Danet
Desclée de Brouwer,
222 p., 18 €

revient pour renouveler le débat politique sur le rôle et l'organisation de l'hôpital, trop empreints selon lui de la confrontation entre « science médicale » et « science gestionnaire ». Il s'agit, dit-il, de refaire de l'hôpital un « lieu de soins », et non pas « seulement un dépôt de mendicité, un espace de purs soins techniques ou une entreprise compétitive ». « La crise qui amène une personne à l'hôpital doit être traitée comme un risque de rupture dans une trajectoire et non pas seulement comme la survenue d'une défaillance – organique, fonctionnelle, sociale ou psychique – transitoire. » ■

ANTOINE REVERCHON

Les fonds souverains sont (aussi) des acteurs du développement

Les fonds d'Etat des puissances émergentes d'Asie et du Moyen-Orient diversifient leurs portefeuilles en investissant massivement dans les pays du Sud

JAVIER SANTISO

Les fonds d'Etat font la « une » des journaux des pays riches, en raison des inquiétudes suscitées par leur impact potentiel sur la planète finance et par leurs politiques d'investissement. En revanche, leur rôle en matière de développement économique n'est jamais abordé. C'est là un oubli étonnant, car les fonds d'Etat sont des acteurs de premier plan pour la croissance des pays émergents. Au-delà du caractère spectaculaire de la percée de ces derniers, l'ensemble des pays pauvres semble devoir aussi en profiter : ces organismes sont (ou pourraient devenir) en effet des acteurs majeurs du financement de la croissance dans leur pays d'origine, depuis leur pays d'origine, mais aussi à l'étranger dans d'autres économies émergentes ou en développement. C'est pourquoi la terminologie devrait s'adapter : les fonds d'Etat sont avant tout des fonds d'Etat pour le développement.

Ces organismes sont le symbole du rééquilibrage des forces financières et économiques à l'échelle de notre planète. Leur apparition suscite des controverses entre autres parce qu'ils ne sont que la partie émergée de la refonte de l'économie et de la finance mondiales. Depuis le début du XXI^e siècle, les marchés émergents affichent pour la première fois des excédents de liquidités et exportent des capitaux aux quatre coins du monde. Ce sont les nouvelles locomotives de l'économie mondiale.

Au moment de la création de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), il y a quarante-six ans, ses pays membres représentaient pratiquement 75 % du PIB mondial. Aujourd'hui, ce taux s'approche plutôt des 55 %. Les acquisitions d'entreprises par des multinationales de pays émergents du Moyen-Orient, d'Asie ou d'Amérique latine se sont multipliées, avec deux caractéristiques nouvelles : l'ampleur de ces acquisitions, mais aussi leurs cibles – des multinationales des pays de l'OCDE.

Des acteurs financiers de pays en développement font jeu égal avec d'autres géants financiers des pays de l'OCDE. Ils délaissent la City de Londres ou les quartiers financiers de Boston et New York pour s'installer à Pékin, Singapour ou Dubaï. Les premiers d'entre ces nouveaux acteurs ont désormais la même taille que les plus gros gestionnaires de fonds du monde ou que les

principaux fonds spéculatifs ou d'investissement. L'Abu Dhabi Investment Authority (ADIA) gère déjà pratiquement 875 milliards de dollars d'actifs – à comparer aux 1 815 milliards de Barclays Global Investors ou aux 1 750 milliards pour State Street Global Advisors. Fin 2007, ces nouvelles puissances financières avaient amassé, selon Morgan Stanley, plus de 3 100 milliards de dollars. Si le rythme actuel de croissance devait se maintenir, ces fonds pourraient détenir 17 000 milliards de dollars d'ici dix ans, soit plus de 5 % de la richesse économique mondiale.

Si les prises de participation spectaculaires récentes dans de grandes banques de l'OCDE ont fait la « une » des journaux et si le renflouement d'institutions financières traditionnelles de l'Occident est impressionnant (35 milliards de dollars fin 2007), ce sont pourtant leurs mises dans les économies émergentes qui devraient leur rapporter le plus.

« Temasek (Singapour) possède un portefeuille de 160 milliards de dollars où figurent les indiens ICICI Bank, Tata Sky, Tata Teleservices et Mahindra and Mahindra »

Certains fonds d'Etat ont déjà des participations et des investissements dans des entreprises asiatiques. Ainsi, Temasek (Singapour) possède un portefeuille de 160 milliards de dollars où figurent, dans des proportions non négligeables, les indiens ICICI Bank, Tata Sky, Tata Teleservices et le constructeur automobile Mahindra and Mahindra. Le dernier venu des grands fonds d'Etat, China Investment Corporation, prévoit d'allouer une partie de son fonds de 200 milliards de dollars à l'Asie et au Pacifique.

Ces participations sont d'ores et déjà fructueuses : Kuwait Investment Authority (KIA), le fonds d'Etat koweïtien de 215 milliards de dollars, a déjà empêché de substantiels profits grâce à la part de 750 millions de dollars qu'il détient

dans Industrial and Commercial Bank of China. KIA a déjà réduit la part de son portefeuille détenue en Europe et aux Etats-Unis, passée d'environ 90 % à moins de 70 %.

Dubai International Capital cherche à poursuivre sa percée dans les pays d'Asie émergents – une région qui, prévoit-il, devra représenter 30 % de son portefeuille. Istithmar, une autre institution de Dubai, a pour l'instant placé 50 % de ses investissements aux Emirats arabes unis, mais elle est à l'affût de nouvelles opportunités dans les pays émergents. Mubadala, basée aussi aux Emirats, dispose déjà d'un portefeuille centré sur les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Quant à Dubai Investment Group, il a parié sur l'Afrique du Nord, avec l'acquisition en 2007 de 17,5 % de Tunisie Telecom.

Pour les pays en développement, il s'agit là de bonnes nouvelles. En se constituant des portefeuilles à long terme, les fonds d'Etat réduisent la volatilité. Ils recherchent aussi des investissements sûrs et des rendements à long terme. A l'avenir, leurs stratégies de diversification de portefeuille les conduiront non seulement à demander un rendement supérieur pour leurs investissements, mais aussi à rechercher des allocations moins liées à leur pays d'origine. Ils devraient donc se tourner davantage vers l'Amérique latine ou l'Afrique, de préférence à l'Asie et au Moyen-Orient. L'Afrique pourrait devenir le terrain de jeu favori de tous ces investisseurs, attirés par les perspectives de bons rendements et de revenus « décorrés » de la situation économique d'autres régions du monde.

Le continent africain pourrait trouver là un soutien inattendu pour atteindre les objectifs du Millénaire. Si les fonds d'Etat décidaient de placer ne serait-ce que 10 % de leurs portefeuilles dans d'autres économies émergentes et en développement sur les dix prochaines années, ils pourraient générer des rentrées atteignant les 1 400 milliards de dollars. Soit un montant annuel supérieur à la totalité de l'aide des pays de l'OCDE aux économies du Sud. Les fonds d'Etat pourraient ainsi devenir des alliés dans la lutte pour le développement et des partenaires des bailleurs internationaux. ■

Javier Santiso est directeur et chef économiste du développement au Centre de développement de l'OCDE.

PARUTIONS

L'ÉTAT DE L'UNION 2008

Chercheuse au département d'éthique de l'Université catholique de Lille, l'auteur livre tout d'abord un panorama des codes déontologiques et chartes éthiques en

vigueur dans la profession d'ingénieur aux Etats-Unis, au Canada et en Allemagne, avant de se pencher sur les bribes de discours éthiques que l'on peut trouver dans cette profession en France, où elle est beaucoup moins structurée. Elle traite enfin la difficulté à élaborer des principes et des valeurs communes à une profession pourtant prompte à affirmer son identité (PUF, 201 p., 23 €.) A. R.

Comme chaque année, la Fondation Robert-Schuman livre un document de référence. Si l'approche demeure celle de fervents partisans de la construction européenne, les cartes et les chiffres qui illustrent chacun des chapitres constituent une source de données irremplaçable pour l'étudiant, le chercheur ou le citoyen, tant sur les faits et gestes des institutions communautaires que sur les politiques intérieures et extérieures de l'Union.

Fondation Robert-Schuman, (Ed. Lignes de Repères, 239 p., 19 €.) A. R.

LES CADRES À L'ÉPREUVE. CONFIANCE, MÉFIANCE, DÉFIANCE

par Alain Pichon
Inspiré du langage militaire, le mot « cadre » désigne aujourd'hui, selon Alain Pichon, un groupe en crise au sein des entreprises dont ils ne partagent plus forcément les valeurs ni le mode de fonctionnement. Après un rappel historique sur l'origine de cette catégorie et un bilan statistique sur les cols blancs, l'auteur tente de comprendre l'évolution des relations entre eux et l'entreprise, et de trouver les clés qui leur permettront de rebondir. (PUF, 339 p., 24 €.) F. A.

par Christine Didier

Chercheuse au département d'éthique de l'Université catholique de Lille, l'auteur livre tout d'abord un panorama des codes déontologiques et chartes éthiques en

vigueur dans la profession d'ingénieur aux Etats-Unis, au Canada et en Allemagne, avant de se pencher sur les bribes de discours éthiques que l'on peut trouver dans cette profession en France, où elle est beaucoup moins structurée. Elle traite enfin la difficulté à élaborer des principes et des valeurs communes à une profession pourtant prompte à affirmer son identité (PUF, 201 p., 23 €.) A. R.

Chercheuse au département d'éthique de l'Université catholique de Lille, l'auteur livre tout d'abord un panorama des codes déontologiques et chartes éthiques en

L'acheteur de produits « verts » est de plus en plus exigeant

Les consommateurs, inquiets de l'impact environnemental de leurs choix, exigent des entreprises une information claire et vérifiable plutôt qu'une image vertueuse

ÉRIC MUGNIER ET ALAIN RENAUDIN

La charte d'engagements et d'objectifs pour une publicité éco-responsable, récemment signée par le bureau de vérification de la publicité (BVP), révèle la volonté des pouvoirs publics de lutter contre le *greenwashing*, c'est-à-dire l'utilisation abusive de messages à tonalité « écologique ». Le contexte actuel est en effet propice aux dérives publicitaires : le consommateur tient de plus en plus compte des préoccupations du citoyen et commence à voir les bénéfices qu'il peut tirer d'un acte d'achat plus vert. S'il admet l'imperfection de l'entreprise sur ce plan, il attend néanmoins qu'elle l'informe de façon claire et fiable sur les qualités environnementales de ses produits.

C'est désormais de façon raisonnée et réfléchie que les consommateurs se soucient d'environnement. Selon les différentes études menées par l'Ifop en 2007 et 2008, plus de 80 % d'entre eux se disent préoccupés par le sujet et 84 % déclarent que leurs comportements de consommation sont fortement influencés par leurs opinions en tant que citoyens. 54 % des Français considèrent le respect de l'environnement comme un critère de choix très important, voire primordial, dans leurs actes d'achat. C'est l'apparition du « consomm'acteur ».

Certes, les innovations environnementales les intéressent davantage que les autres types d'innovation (63 %), mais la plupart des consommateurs (71 %) ont du mal à évaluer les réels bénéfices. Ils évaluent encore assez mal certaines phases du cycle de vie du produit, comme, en amont, la production et le transport ou, en aval, les répercussions à long terme sur la biodiversité. En outre, leur jugement sur la vertu environnementale de telle ou telle marque est plus lié à l'histoire de celle-ci, à son image médiatique ou à son secteur d'activité, qu'à des

faits scientifiques prouvés. Dans ce contexte, 87 % des consommateurs réclament plus de véracité et de sincérité dans les allégations environnementales et plus de contrôle des messages publicitaires à caractère environnemental. Ils sont également demandeurs d'une meilleure information sur la qualité environnementale des produits, et 68 % souhaiteraient une étiquette environnementale.

Faute de mieux, ils se rabattent sur des critères affectifs, voire publicitaires, ce qui favorise les dérives telles que le *greenwashing*.

De leur côté, les entreprises n'osent pas communiquer tant qu'elles ne sont pas irréprochables. Pourtant, cet attentisme n'est pas justifié : l'opinion publique admet désormais que l'entreprise ne soit pas irréprochable ; elle a aussi compris et accepté que l'entreprise est « vertueuse » par intérêt, car cela ne nuit pas à sa performance économique. Elle lui autorise donc l'imperfection, mais pas l'inaction. Signe que les choses changent, les demandes des annonceurs pour des tests de concepts, des mesures d'image, des recherches d'axes de différenciation pour saisir les opportunités, côté image « corporate » comme côté produits, liées à cette attente environnementale, se sont multipliées ces derniers mois.

Dans un contexte d'hyper choix, le consommateur est sensible aux signes distinctifs. Les projets actuels d'étiquetage (Casino, Leclerc, Castorama...) se focalisent surtout sur les émissions de CO₂, ce qui est une première étape importante. Mais une information pertinente et

fiable doit être fondée non seulement sur une analyse couvrant l'ensemble du cycle de vie des produits (de la production des matières premières à la fin de vie en passant par la phase d'utilisation), mais également sur une sectorisation du marché permettant de déterminer les critères pertinents pour chaque grande famille de produits.

Il existe aujourd'hui des outils, comme les analyses de cycle de vie, qui permettent d'évaluer puis d'améliorer les produits, ainsi que des labels et d'autres systèmes de reconnaissance encadrés ou non par des normes. Mais pour communiquer de manière plus lisible sur les caractéristiques des produits, il devient urgent de faire émerger des standards sectoriels (quels indicateurs ? quel périmètre ? quelles données sources ?...).

Pour cela, les entreprises doivent s'organiser : pour mesurer la performance environnementale et sociale de leurs produits ou services, pour l'améliorer, puis pour présenter à leurs clients une information qui soit à la fois de qualité et crédible. Elles ont également besoin d'une prise de position claire des pouvoirs publics sur les exigences de demain.

Devenu plus mature et mieux informé, le consommateur a largement intégré l'environnement dans ses attentes, mais n'est pas encore très à l'aise dans ses choix. Il reste notamment tiraillé entre le respect de l'environnement et la conviction largement répandue (79 %) que les produits « verts » coûtent plus cher. Désireux d'intégrer le critère environnemental dans ses arbitrages, il n'est pas prêt pour autant à acheter n'importe quoi à n'importe quel prix. ■ Eric Mugnier est directeur associé à Ernst & Young environnement et développement durable. Alain Renaudin est directeur général adjoint de l'IFOP.